



Paraît le lundi matin

Published every Monday morning

Abonnements \$2 par an
Subscriptions \$2 a year

Payables d'avance
Payable in advance

MUNICIPAL
Gazette
MUNICIPALE
DE—OF
Montreal

Organe officiel de la Corporation de la Ville de Montréal
Official organ of the Corporation of the City of Montreal
CANADA

Deuxième année - No. 16
Second year -

22 Mai 1905
May

Les abonnements sont reçus chez
Le Trésorier de la Ville de Montréal,
Hôtel de Ville

Les autres communications doivent
être adressées au directeur de
"LA GAZETTE MUNICIPALE"
Hôtel de Ville

Forward subscriptions to
The City Treasurer of Montreal
City Hall

All other communications should be
addressed to the managing-editor of
"The Municipal Gazette"
City Hall

TELEPHONE : MAIN 4240

Fermeture de Certaines Rues Closing of Certain Streets

Le rapport suivant de la Chambre de Commerce au sujet de la fermeture des rues dans la partie Est de la Ville, a été présenté au Conseil le 1er mai.

Le comité municipal de la Chambre de Commerce a fait le rapport suivant après étude de la proposition faite par la Compagnie du C. P. R. à la Ville de Montréal, relativement à l'abandon par cette dernière, à ladite compagnie, au moyen d'un premier bail de 9 ans et d'un second de 99 ans, de certaines rues, et de deux rapports du comité de l'Hôtel de Ville sur cette question.

Le comité a eu différentes séances auxquelles ont gracieusement assisté, sur invitation, MM. les échevins Lévy, Lapointe et Larivière, M. C.-H. Catelli, l'hon. Ls Beaubien et autres. MM. Doran et Geoffrion, commissaires du havre, et M. l'échevin DeSerres, qui avaient exprimé le désir d'être présents et d'être entendus comme parties adverses aux rapports du Conseil de Ville, se sont excusés de ne pouvoir être présents.

Le comité saisit cette occasion pour remercier M. le Maire et MM. les échevins d'avoir bien voulu accéder au désir de la Chambre en remettant la considération des rapports du comité de l'Hôtel de Ville pour lui permettre d'exprimer ses vues sur l'affaire, et il se plaît à reconnaître que MM. les échevins Lévy, Lapointe et Larivière ont puissamment aidé le comité par des remarques et renseignements qui lui ont facilité l'étude de la question.

Les rues dont le C. P. R. demande la cession, sont la rue du Bord de L'eau, (continuation de la rue des Commissaires) ayant 25 pieds de largeur par une longueur d'environ 1,200 pieds, et cette partie des rues, à partir de la rue Notre-Dame, savoir: Wolfe, Montcalm, Beaudry et Barclay qui aboutent à la rue du Bord de l'eau. La superficie totale des terrains dont on demande la cession est d'environ 70,000 pieds.

Les moyens d'accès aux quais par suite de la fermeture des rues cédées, s'obtiendraient par le tunnel de la rue Beaudry et la rue Berri.

En retour de ces privilèges, le C. P. R. paie à la Ville une somme de \$14,000, il fait les raccordements d'égouts, de conduites d'eaux, estimés par les uns à \$5,000 et par d'autres à \$10,000. Il abandonne à la Ville certains lots dont la valeur nous échappe, et il s'engage à poser et maintenir une barrière près de la rue Carrière pour prévenir le danger de la

The following report from the Chambre de Commerce, in regard to the closing of streets in the East end, was presented to Council on May 1st:

The Municipal Committee of the "Chambre de Commerce" has made a report, following a study of the proposal made to the City of Montreal by the Canadian Pacific Railway, regarding the cession to the latter of certain streets, by means of a first lease for nine years and another for 99 years, and of two reports of the civic committee of the City Council on the question.

The committee held several meetings, which were attended upon special invitation by Ald. Lévy, Lapointe and Larivière, by Mr. C. H. Catelli and Ls Beaubien and others. Messrs. Doran and Geoffrion, members of the Harbor Commission, and Ald. DeSerres, who had asked to be heard as opponents of the report to the City Council, excused themselves for being absent.

The committee took advantage of the occasion to thank the Mayor and aldermen for acquiescing to the wish of the Chambre in postponing the discussion over the reports of the civic committee so as to permit the Chambre to express its views on the matter, and the committee is pleased to acknowledge that the remarks and information furnished by Ald. Lévy, Lapointe and Larivière have greatly simplified its work.

The streets which the Canadian Pacific wish to have ceded to them are Water street (continuation of Commissioners street) and those sections of Wolfe, Montcalm, Beaudry and Barclay streets which are situated between Notre-Dame and Water streets. The total area of the land that is asked to be ceded covers about 70,000 square feet. As the result of the closing of the ceded streets access to the wharf could be effected only through the subways on Berri and Beaudry streets.

In return for these privileges, the C. P. R. pays the City the sum of \$14,000. The company also makes new connections with the sewers and water mains, a work estimated by some at \$5,000 and by others at \$10,000. It gives up to the City certain lots, the value of which we cannot recall at the moment, and the company agrees to construct and maintain a crossing near Carrière street, in order to lessen the dan-

circulation des chars et à payer le gardien de cette barrière, dépense qu'on peut estimer à \$1,000 dollars par an.

Le C. P. R. consentirait, paraît-il, à abandonner de plus à la Ville, (mais nous n'en trouvons nulle part la promesse écrite), une lisière d'une vingtaine de pieds de largeur en bordure du côté sud de la rue Notre-Dame, à même les propriétés qu'il y possède ou possèdera, à la suite d'entente ou d'expropriations, de façon à créer pour le bénéfice des propriétaires du côté nord de la rue Notre-Dame un petit Boulevard, s'étendant depuis la rue Woodyard jusqu'à la rue Panet. Ce boulevard, dit-on, serait un ornement pour la Ville et aurait pour effet d'empêcher la diminution de la valeur des propriétés de la rue Notre-Dame (côté nord) déjà grandement affectées par des expropriations, des taxes spéciales pour égouts, etc.

Le C. P. R. allègue principalement qu'il est tellement à l'étroit pour la circulation de ses trains de passagers, et surtout pour la livraison de son fret, qu'il sera tantôt impuissant à satisfaire les besoins de son trafic, par suite, ceux du public dans les conditions d'aujourd'hui. Le comité de l'Hôtel de Ville reconnaît ces prétentions comme étant exactes et d'autres personnes habiles à se prononcer sur le sujet et qui suivent le mouvement des affaires à la gare Viger admettent la prétention du C. P. R. qu'il y aura bientôt congestion en cet endroit.

Il n'y a aucun doute, ajoute-t-on, que l'accès des quais deviendra plus difficile par la cession des rues au C. P. R., mais si la demande de cette dernière est inspirée par le besoin de son trafic ce besoin devient celui du commerce et du public. Et, en pareil cas, le plus grand intérêt doit prévaloir.

En somme, après renseignements pris et examen des lieux, il semble y avoir peu ou point de voix qui ne reconnaissent que le C. P. R. soit à l'étroit à la gare Viger pour les besoins de plus en plus croissants de son trafic; mais, ayant reconnu le besoin, sinon immédiat, du moins dans un avenir assez rapproché, on s'accorde beaucoup moins sur l'opportunité d'accepter les conclusions des rapports du comité de l'Hôtel de Ville.

Cette transaction ne fait que raviver le sentiment qu'a toujours exprimé notre Chambre, qu'il est malheureux que la Ville, d'une part, la Commission du Havre et le Gouvernement Fédéral, d'autre part, dont les juridictions et les pouvoirs sont distincts, ne s'entendent pas une fois pour toutes, pour concilier tous les intérêts qui convergeront à faire de Montréal, le grand port national du Canada. Tantôt c'est la Ville qui sera appelée à consommer un marché dont le résultat entravera les desseins de la Commission du Havre, tantôt celle-ci agira sans souci des intérêts de la Ville et tantôt, c'est le gouvernement qui apposera son veto sur un des plans de la Commission du Havre. C'est à tel point que chacun de ces pouvoirs va et tire de son côté, avec le résultat que les bonnes volontés respectives de ces corps sont annihilées, parce que la conception des travaux à faire, l'octroi de permis et de concessions, l'aménagement, l'usage et la continuation de certaines rues, le souci de l'intérêt présent et futur de Montréal et de son aspect général, comme de celui du port, ne prennent pas leur origine et leur examen à une source commune, et que le sentiment de concessions et de compensations mutuelles qui produirait l'harmonie et le développement du bien commun, est absent.

Que de millions et de millions n'ont pas été dépensés dans le port de Montréal, dépenses dont les représentants d'intérêts particuliers se réjouissent, mais qui ont révolté et qui révoltent ceux qui ne nourrissent pas des intérêts mesquins. Cependant ne revenons pas sur le passé, si ce n'est pour y trouver des leçons pour notre gouverne future, et maintenant que l'attention est attirée vers la partie Est de Montréal, ne devrions-nous pas unir tous nos efforts pour que l'outillage du port et celui de la partie Est se fasse d'une

ger, and pay a gateman, all of which expenses are figured at \$1,000 a year.

Moreover, it appears (but we have been unable to find any written promise thereof) that the C. P. R. consents to give up to the City a strip of land twenty feet wide, bordering Notre-Dame on the south side, and forming part of the property which the company already owns, or will own through agreement or expropriations, so as to open for the benefit of proprietors on the north side of Notre-Dame, a small Boulevard running from Woodyard to Panet street. This boulevard, it is said, would be an ornament to the City and would prevent a decrease in the value of property situated on the north side of Notre-Dame street, this property being already affected by expropriations and special taxes for sewers, etc.

The C. P. R. alleges that it will soon be impossible to meet the requirements of traffic both, regarding the circulation of passenger trains and the delivery of freight, owing to the lack of space at Place Viger station. The City Council has recognized the weight of these reasons, and other expert parties who are familiar with the conditions of affairs at Place Viger station, support the claim of the company that congestion will soon make itself felt there.

There is no doubt that access to the wharves will be more difficult if the streets are ceded to the C. P. R., but if the request of the latter is caused by the needs of its traffic, these needs become that of trade, and of the public. In such cases, the greatest interests must prevail.

Once enquiries are made and the site examined, there seems to be scarcely any or no one who does not recognize that the C. P. R. is short of space at Place Viger Station, in view of the ever increasing traffic, but having recognized this need there is far less agreement on the advisability of accepting the reports of the civic committee in their present form.

This transaction gives rise to the opinion always set forth by our Chambre, that it is very unfortunate the City and the Harbor Commission, which have separate powers, do not agree once for all to conciliate the interests which will tend to make Montreal the great national port of Canada. On one occasion the City is called upon to conclude bargains, the result of which proves an impediment to the Harbor Commission, on another, the Harbor Commission acts without regard to the interests of the City, and, lastly, it is the Government that vetoes the plans of the Harbor Commission. Things have reached such a stage that the two powers are drawing apart, with the result that the good will of each body is destroyed, because the idea of the work to be done, the granting of permits and concessions, the equipment, the use and lengthening of certain streets, the concern about the present and future welfare of Montreal and the general aspect of the City as well as that of the port, do not arise from a common source, and because the sentiment of mutual concession and compensation that would produce harmony, is absent. What millions have not been spent on the port of Montreal? The expenditure serves particular enterprises, but revolts those who do not harbor sordid interests. Still let us not return to the past, except to learn a lesson for the future, and now that attention is drawn to the East End of Montreal, should we not unite our efforts so that the equipment of the wharf, including the section of the West End,

façon raisonnable et coordonnée, en ayant souci des besoins naturels de la Ville dont les terrains sont en bordure avec ceux de la Commission du Havre.

Mais par quels moyens conciliera-t-on tous ces intérêts? Notre Chambre n'a cessé de dire qu'un plan d'ensemble de tous les travaux du port s'impose impérieusement, lequel définira exactement ce que sera le *port national du Canada*, les travaux devant s'exécuter en courant au plus pressant et proportionnellement aux ressources et crédits votés à cette fin. Et pour conduire à bien la chose, une commission ne devrait-elle pas être nommée par le gouvernement, dans laquelle siègeraient les délégués de ce dernier, ceux de la Commission du Havre et de la Ville de Montréal et quelques personnes des principales villes du Canada, qui sont également intéressées au succès de cette vaste entreprise. En agissant ainsi, tout étant prévu, la Ville de Montréal deviendrait renseignée sur ce qu'on attend d'elle et sur ce que le gouvernement et la Commission du Havre donneraient en retour, et l'action de cette commission, en n'embrassant pas seulement un besoin isolé comme celui du C. P. R. ou un besoin d'ordre différent, après études, fera le nécessaire et satisfera l'opinion publique en soumettant ce plan d'ensemble et en donnant la vision de la physionomie du *port national de Montréal* et de l'aspect qu'aura la partie Est de la Ville en bordure des quais.

L'étude qui s'imposera à cette commission pourrait s'appliquer, entr'autres choses: à l'examen des problèmes d'ordre technique à résoudre ainsi qu'aux entreprises, travaux à faire, etc... dont certains détails sont consignés dans l'appendice du présent rapport.

Si le Conseil de Ville pouvait trouver pratique l'idée qui est émise, de la création de cette commission, pourquoi ne se mettrait-il pas en rapport avec le gouvernement et la Commission du Havre pour en déterminer la construction. Nous croyons la chose d'autant plus praticable que cette proposition est d'intérêt commun, qu'elle satisfera l'opinion publique et que d'autre part, les besoins du C. P. R. ne sauraient être tellement pressants qu'il faille satisfaire à sa demande immédiatement.

Si enfin, la Ville ne croyait pas devoir se rendre aux suggestions et aux raisons qui précèdent et voulait quand même transiger à l'instant avec le C. P. R. au risque certain de compromettre les intérêts que nous signalons et ceux qui résulteront, notamment de la cession de la rue du Bord de l'eau, au C. P. R., le comité, désirant amoindrir le mal que ne manquera pas de causer la transaction contemplée et décrite dans les rapports de comité de l'Hôtel de Ville, soumet:

1° Que si la Ville cède la rue du Bord de l'eau, elle devra exiger du C. P. R., en outre des compensations offertes, l'abandon à la Ville de ladite lisière de terrains d'au moins 20 pieds de largeur du côté sud de la rue Notre-Dame en bordure avec son terrain;

2° Ne devons-nous pas prier la Ville d'examiner la très sérieuse proposition de protéger les intérêts des particuliers qui sont en pourparlers avec le C. P. R. au sujet de la vente de leurs propriétés à ce dernier.

3° La mention aux rapports que le C. P. R. prend les risques de l'affaire si des tiers avaient à se plaindre de la transaction, accuse une faiblesse et semble être une reconnaissance implicite qu'elle n'ignore pas qu'il y aura des gens de lésés et qu'elle veut se protéger contre les orages. Cette clause serait-elle légale, à mauvais effet. Nous considérons que c'est à la Ville de protéger le contribuable, et elle doit plutôt subir les coups, (surtout ceux provenant de ses actes) que d'exposer ce contribuable à se débattre contre une puissante compagnie.

4° Il ne semble pas que les rapports fixent la date de prise en possession des rues par le C. P. R. Seul le contrat qui y

be made in a reasonable and co-ordinate manner with due regard to the natural needs of the City, the lands of which are contiguous to that of the Harbor Commission.

In what way shall we conciliate these interests? Our Chambre has always declared that a single plan for all the constructions of the port, is imperative, which plan shall define what the national port of Canada is to be. The constructions should be made where they are most needed, and in proportion to the monies and credits voted for that purpose. In order to carry this out successfully a commission should be appointed, composed of delegates from the Government, from the Harbor Commission and from the City of Montreal, as well as of persons from the principal cities of Canada, who are interested in this vast enterprise.

In this manner the City of Montreal would know what it wanted, and would also be informed regarding what the Government and the Harbor Commissioners could give in return. The commission, embracing in its scope not only a particular need like that of the C. P. R. or a need of a different kind, could order the work that is necessary, and satisfy public opinion by calling for tenders. The commission could also make a study of technical problems, as well as of enterprises, regarding which a few details are given in the appendix of this report.

If the City Council should deem practical the creation of such a commission why should not the Harbor Commission and the Government be consulted, and its constitution agreed upon. We believe the scheme is practical, inasmuch as common interests are concerned, and it will satisfy public opinion. On the other hand, the needs of the C. P. R. cannot be so pressing as to require immediate satisfaction.

In conclusion, if the City could not see its way clear to accept the foregoing suggestions, and intended to come to an agreement with the Canadian Pacific Railway, at the certain risk of compromising interests that had been pointed out, especially those relating to the ceding of Water street, the committee wishing to lessen the evil, resulting from the transaction, suggests:

1° That if the City cedes Water street, the City should exact of the C. P. R., in addition to the compensations offered, the ceding to the City of the said strip of land, of at least 20 feet wide, on the south side of Notre-Dame street.

2° Should we not ask the City to examine the serious proposition of protecting the interests of persons, not in negotiation with the Canadian Pacific Railway, on the subject of the sale of their property to the company?

3° The mention in the reports that the Canadian Pacific Railway assumes the risks of the affair, if the proprietors complain, seemed to be an admission the City wishes to be safe-guarded against possible actions of damages. The committee considered the City should protect the taxpayer, and should assume the responsibility of its acts, and not expose the taxpayer to struggle against a powerful company.

4° It did not appear that the reports fixed a date for taking over the streets by the Canadian Pacific Railway, and even

pourvoira est-il suffisant, si cette date n'est pas mentionnée aux rapports du comité que le Conseil de Ville devra adopter?

5° Nous ne nous rendons pas exactement compte de la mention aux rapports d'un premier bail de 9 ans et d'un second de 99 ans que devra ratifier la Législature, et la raison que nous soupçonnons que la Ville ne peut pas s'engager personnellement pour plus de 9 ans, ne nous convainc pas. Pourquoi ces multiples conditions qui prêtent à différentes interprétations et qui jettent du trouble dans l'idée quant aux conséquences qui résulteraient si la Législature ne ratifiait pas le second bail? Evidemment cette clause n'est ni claire, ni lucide, avec cela qu'il n'est pas dit dans quel délai la Ville et le C. P. R. s'adresseront conjointement à la Législature pour faire ratifier ce contrat de 99 ans. S'il fallait qu'il y eût mauvaise volonté quelque part, et que ce qui fait l'affaire du C. P. R. aujourd'hui ne le fasse pas plus tard, encore, où en sera-t-on si la Législature ne ratifiait pas le contrat? Nous croyons donc que toute cette clause devrait être refaite et qu'il devrait être simplement stipulé que la Ville, en prévision que la Législature ratifiera son acte dans le délai de deux ans, loue (sans autre garantie de sa part) au C. P. R., les rues demandées. Une clause de cette nature, avec les développements qu'elle comporte, empêcherait la confusion, la dispute, les aléas.

Le comité termine son rapport en déclarant que tout en désirant favoriser le C. P. R. qui a largement contribué au progrès et à l'avancement de Montréal, il ne peut oublier, qu'en tout ceci, son devoir est de prévenir respectueusement la Ville qu'elle ne doit pas, par l'adoption hâtive d'une mesure, compromettre la possibilité d'une entente avec les autres pouvoirs publics et renoncer d'avance au bénéfice que procurerait à tous la commission suggérée, et tout cela sans causer de préjudice au C. P. R. qui n'entend pas jouir à l'instant des privilèges qu'il sollicite ou qu'à tout événement, ne peut souffrir considérablement d'un délai raisonnable.

Le tout respectueusement soumis,

(Signé) ISAIE PREFONTAINE,
 " D. PARIZEAU,
 " G. BOIVIN,
 " J. J. DUFFY,
 " L. J. LORANGER,
 " H. A. A. BRAULT.

COMMISSION DES FINANCES

Compte-rendu de l'assemblée du 12 mai

Sont présents: MM. les échevins Vallières, président; Ekers, Sadler, Payette, L.-A. Lapointe et DeSerres.

—Soumises et lues (1) une application de la "Montreal Business Men's League" pour un octroi; (2) une lettre du "Montreal Board of Trade", appuyant cette demande.

Résolu: D'accorder à cette ligue une somme de \$250.

—Soumise et lue une lettre de Madame C.-D. Papineau, demandant que le congé de son mari soit prolongé.

Résolu: D'autoriser le trésorier de la Ville à payer le salaire dudit M. Papineau pendant un mois de plus.

—Soumis et lu un rapport de la Commission de Police demandant un crédit de \$2,000 pour le fonds de service secret.

Résolu: De concourir dans ce rapport, mais jusqu'au montant de \$1,500 seulement, ladite somme devant être mise à la disposition du chef de Police pour le service secret dans les départements de la police et des détectives.

—Soumise et lue une lettre de la Ligue Américaine des

supposant le contrat would do so, should not the date be mentioned in the said reports?

5° We do not exactly understand the reason of the statement in the reports of a first lease of 9 years, and of a second of 99 years which is to be ratified by the legislature. If it was because the City cannot engage itself personally for more than 9 years this reason will not be sufficient.

Why these numerous conditions which lead to different interpretations and which entail a great deal of thought as to the consequences which may result, if the Legislature does not ratify the second lease? Surely, this clause is neither clear, nor lucid. We notice again that this clause does not mention when the City and the C. P. R. are to apply jointly to the Legislature to have said lease ratified for 99 years. Should there be bad will somewhere and should this bargain which pleases the C. P. R. at present displease them later on and "vice versa", or, again, what would be the situation of the parties, if the legislature does not ratify the contract? We therefore believe that this clause should be redrafted and that the new clause should simply say, that, in prevision the Legislature shall ratify the contract within a delay of two years, the City leases (without any other guarantee on its part) to the C. P. R. the streets asked for.

A clause of this nature, with the developments which it purports, will prevent confusion, disputes and all things depending on chance.

The committee ends its report in declaring that while desiring to favor the Canadian Pacific Railway, which had largely contributed to the progress and the development of Montréal, it could not forget its duty to warn the City that it must not, by the hasty adoption of a resolution, compromise the possibility of an understanding, and renounce in advance the benefits that the suggested commission would procure to all concerned without causing prejudice to the Canadian Pacific Railway, which does not intend immediately to use the concessions asked for, and which at all events would not suffer much from a reasonable delay.

The whole respectfully submitted,

(Signed) ISAIE PREFONTAINE,
 " D. PARIZEAU,
 " G. BOIVIN,
 " J. J. DUFFY,
 " L. J. LORANGER,
 " H. A. A. BRAULT.

FINANCE COMMITTEE

Report of Meeting held the 12th of May.

Present: Ald. Vallières, chairman, Ekers, Sadler, Payette, L. A. Lapointe and DeSerres.

—Submitted and read (1) application from Montreal Business Men's League for a grant; (2) letter from the Montreal Board of Trade approving of said demand.

Resolved: To grant said League an amount of \$250.

—Submitted and read a letter from Dame C. D. Papineau, asking that the leave of absence given her husband be prolonged.

Resolved: To instruct the City Treasurer to pay the salary of Mr. Papineau for one month more.

—Submitted and read a report from the Police Committee for an appropriation of \$2,000 for the secret service fund.

Resolved: To concur therein, but to the amount of \$1,500 only, said amount to be placed at the disposal of the Chief of Police for secret service in the police and detective departments.

—Submitted and read a communication from the American

Municipalités au sujet de la prochaine convention qui doit être tenue à Toledo.

—Soumis et lu un protêt de M. W.-E. Phillips, au sujet de l'occupation des Nos 1172 et 1174 de la rue Saint-Laurent, comme station de police.

Résolu: Que la Commission de Police soit priée de donner les instructions nécessaires pour faire évacuer cette propriété en vue de l'expropriation de la rue Saint-Laurent.

—Soumis et lus des jugements (1) dans la cause de Dame Anna Irwin *et vir.*, \$1,000, frais \$228; (2) dans la cause de E.-H. Dykes, \$3,573.07 avec intérêt, à compter du 27 juin, 1904, frais C. S. M. \$470.35 avec intérêt à compter du 27 juin, 1904, frais Cour d'Appel, \$330.50; (3) dans la cause de Dame Margaret Brennan, frais C. S. M. \$13.60; frais, C. B. R. \$331.50 avec intérêt à compter du 27 avril, 1905; aussi la réclamation d'Eugène Globensky, pour factum, \$43.60.

Résolu: D'autoriser le paiement desdits jugements et réclamation.

—Soumise et lue une lettre du trésorier de la Ville demandant la suspension du règlement en vertu duquel les salaires sont payés par chèque, afin que lesdits salaires puissent être payés argent comptant.

Résolu: De concourir dans ledit rapport jusqu'à nouvel ordre.

—Soumise et lue une lettre de M. P. Terrault, registraire de la Ville demandant un assistant.

Déposée sur le bureau, le trésorier de la Ville, dans l'intervalle devant préparer un état comparatif montrant les entrées, recherches, etc., faites par ledit M. Terrault durant les quelques dernières années.

—Soumis et lus les rapports de la Commission de la Voirie (1) pour la construction d'un égout dans l'avenue Laurier, au prix de \$1,700, la part de la Ville étant de \$400; (2) pour un crédit de \$500 pour les fins d'améliorer le chemin des rues Dumont, Dorion et Sherbrooke.

Résolu: De concourir dans ces rapports.

—M. l'échevin Duquette se présente devant la Commission et demande qu'un maître tuyau à l'eau soit posé dans la rue Resther, entre les rues Bienville et Gilford.

Résolu: De donner instruction à la "Montreal Water & Power Co." de poser dans ladite rue le tuyau demandé.

—Soumise et lue une lettre de M. A.-G. Lancey, assistant du surintendant des licences recommandant le remboursement du dépôt de \$50.00 fait par la maison d'affaire S. A. Ferneyhough & Co. en rapport avec leur soumission pour les insignes en cuivre.

Résolu: De donner instruction au trésorier de la Ville de rembourser le dépôt en question.

—Soumise et lue une lettre de M. D.-P. Penhallow, expliquant que la société d'Histoire Naturelle est portée à croire que la somme de \$100 votée à la dernière assemblée du Conseil pour la destruction des œufs de chenilles à été mise à la disposition de ladite société, attendu qu'il est maintenant informé que l'ouvrage est fait et le crédit dépensé, sous la direction de la Commission des Parcs et Traverses, il est

Résolu: De donner avis au professeur Penhallow que, par suite d'un malentendu, ledit crédit a été placé à la disposition de la Commission des Parcs et Traverses, et de lui demander de soumettre à cette Commission toute somme qui a pu être dépensée par la société d'Histoire Naturelle jusqu'à ce jour, se rapportant à la destruction des œufs de chenilles.

—Soumises et lues des applications pour positions à l'Hôtel de Ville de MM. J. Saint-Jean, F. Théberge, J.-A. Leclair, A. Leguerrier, R. Delisle et J.-E. Renaud.

Déposées sur le bureau.
—Le trésorier de la Ville soumet un état des opérations de la trésorerie pour la semaine finissant, jeudi, le 11 mai, à midi:

En caisse (au début de la semaine)	\$79,256.08
Débours d'administration (durant la semaine)	39,367.31
Perception du revenu, taxes, etc.	39,577.91
En caisse (à l'expiration de la semaine)	79,466.68

—Les minutes de la sous-commission des Impressions et de la Papeterie des 17 et 26 avril dernier, sont lues et approuvées.

—**Résolu:** Que MM. Kearns et Brunet qui ont été sus-

League of Municipalities anent the approaching convention, in Toledo.

Laid on the table.

—Submitted and read a protest from Mr. W. E. Phillips, concerning the occupation of Nos. 1172 and 1174 St. Lawrence street, as a police station.

Resolved: That the Police Committee be requested to give the necessary instructions in order that said property may be vacated in view of the expropriation of St. Lawrence street.

—Submitted and read judgments (1) in the case of Dame Anna Irwin *et vir.*, \$1,000, costs \$228; (2) in the case of Dame E. H. Dykes, \$3,573.07, with interest from 27th June, 1904; costs S. C. M., \$470.35, with interest from 27th June, 1904; costs Court of Appeal, \$330.50; (3) in the case of Dame Margaret Brennan, costs S. C. M. \$13.60; costs K. B. C. \$331.50, with interest from 27th April, 1905; also claim of Eug. Globensky, for factums, \$43.60.

Resolved: To recommend that said judgments and claim be paid.

—Submitted and read a communication from the City Treasurer, asking a suspension of the rule in virtue of which salaries are paid by cheques, so as to permit the payment of the same in cash.

Resolved: That said report be concurred in until further orders.

—Submitted and read a communication from Mr. P. Terrault, City Registrar, asking that he be given an assistant.

Laid on the table, the City Treasurer in the meantime to prepare a comparative statement showing the entries, researches, etc., made by the said Mr. Terrault, for the last few years.

—Submitted and read reports from the Road Committee (1) for the construction of a sewer in Laurier avenue, at a cost of \$1,700, the City's share being \$400; (2) for an appropriation of \$500 for the purpose of improving the roadway of Dumont, Dorion and Sherbrooke streets.

Resolved: To concur therein.

—Ald. Duquette appeared before the Committee and asked that a water main be laid in Resther street, between Bienville and Gilford streets.

Resolved: To instruct the Montreal Water & Power Co., to lay a main in said street as requested.

—Submitted and read a communication from Mr. A. G. Lancey, assistant to superintendent of licenses, recommending that the deposit of \$50 made by the firm of S. A. Ferneyhough & Co., in connection with their tenders for brass badges, be refunded.

Resolved: To instruct the City Treasurer to refund said deposit.

—Submitted and read a communication from Mr. D. P. Penhallow, explaining that the Natural History Society were led to believe that the amount of \$100 voted at the last meeting of the Council to destroy the eggs of the tussock moth, had been placed at the disposal of said society, whereas he was now informed that the work was being carried on, and said appropriation expended, under the direction of the Parks and Ferries Committee.

Resolved: To notify Professor Penhallow that, owing to a misunderstanding, said appropriation was placed at the disposal of the Parks and Ferries Committee, and to request him to send to this Committee for consideration any amount that may have been expended by the Natural History Society to date, in connection with the destruction of the eggs of the tussock moth.

—Submitted and read applications for positions in the City Hall, from Messrs. J. St. Jean, P. Théberge, J. A. Leclair, A. Leguerrier, R. Delisle and J. E. Renaud.

Laid on the table.

—The City Treasurer submitted a statement of transactions in the treasury for the week ending Thursday, 11th May, at noon:

Cash on hand (at beginning of week)	\$79,256.08
Committee disbursements (during week)	39,367.31
Revenue Collections, taxes, etc.	39,577.91
Cash on hand (at end of week)	79,466.68

—The minutes of the Printing and Stationery sub-committee of the 17th and 26th April last, were read and concurred in.

—**Resolved:** That Messrs. Kearns and Brunet, who were

pendus jusqu'à ce que la Commission ait eu l'opportunité d'entendre leurs déclarations au sujet des accusations de M. Trempe, soient réinstallés, et que M. Trempe soit renvoyé du service de la Ville.

Résolu: Que M. J.-E. Renaud soit nommé à la vacance créée par la destitution de M. Trempe, pourvu qu'il subisse un examen satisfaisant et produise des certificats de ses patrons précédents, concernant son caractère et sa capacité.

Ajourné à vendredi, le 19 du courant, à 3 heures.

RENE BAUSET,
Assistant-Greffier de la Ville.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte-rendu de l'assemblée spéciale du 15 mai

Son Honneur le Maire H. Laporte occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins Vallières, Larivière, Saint-Denis, Robertson, Clearihue, Lévy, Dagenais, Lavallée, Robillard, Turner, Sadler, Ekers, Gallery, Ames, Wilson, L.-A. Lapointe, Bumbray, Ricard, Carter, Walsh, Nelson, Sauvageau, N. Lapointe, Stearns, Payette, Lemay, Couture, De Serres, Bastien, Marchand, Leclair, Proulx, Paquin, Duquette et Major.

Les minutes de la dernière assemblée étant lues, l'approbation en étant demandée,

M. l'échevin L.-A. LAPOINTE propose, appuyé par M. l'échevin Bastien,

Que les mots: "a going concern" dans le sous-amendement qu'il a lui-même proposé, appuyé par M. l'échevin Bastien, à la dernière assemblée du Conseil (item No 35) soit biffé des minutes, car ces mots ne sont pas une traduction exacte de l'expression "un tout complet".

M. l'échevin Ames soulève un point d'ordre prétendant que ladite motion est inopportune.

Son Honneur le Maire déclare ledit point d'ordre bien fondé et déclare ladite motion hors d'ordre.

M. l'échevin L.-A. Lapointe, sur ce, proteste contre la traduction de l'expression "un tout complet" par les mots: "a going concern."

Et les minutes de la dernière assemblée ayant été approuvées par les membres présents, à l'exception de Son Honneur le Maire qui est dissident quant à l'item No 35, le procès-verbal est signé par Son Honneur le Maire avec restriction quant à l'item No 35.

Le greffier de la Ville soumet alors au Conseil, la communication suivante de Son Honneur le Maire:

* * *

Montréal, 10 mai, 1905.

CABINET DU MAIRE,

L'hon. M. L.-O. David,
Greffier de la Ville,
Montréal.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception d'un extrait du procès-verbal de la séance du Conseil de Ville, tenue le 8 mai courant, contenant une résolution du Conseil en vertu de laquelle l'on prolonge le contrat actuel de la Compagnie de Gaz de Montréal.

Vous m'annoncez que vous me transmettez cette résolution en vertu de la section 23 de la Charte, pour que je l'approuve suivant les dispositions de la loi.

Avant d'y apposer ma signature, j'ai voulu tenir l'engagement que j'avais pris au Conseil, le 8 courant, de soumettre aux avocats de la Ville toute la procédure qui avait été suivie à cet égard, afin de savoir si le Conseil en était arrivé légalement à la décision qu'il avait prise.

J'ai donc demandé au département en loi si la Ville pouvait légalement faire un contrat avec la Compagnie de Gaz de Montréal pour une extension de ses privilèges pour une

suspended until the Committee should have had an opportunity of hearing their statements relative to the accusations of Mr. Trempe, be reinstated and that Mr. Trempe be dismissed from the City's service.

Resolved: That Mr. J. E. Renaud be appointed to the vacancy created by the dismissal of Mr. Trempe provided he passes a satisfactory examination and produces certificates as to character and efficiency from previous employers.

Adjourned until Friday, the 19th inst., at 3 o'clock.

RENE BAUSET,
Assistant City Clerk.

CITY COUNCIL

Report of Special Meeting held the 15th of May.

His Worship the Mayor H. Laporte, in the chair.

Present: Ald. Vallières, Larivière, St. Denis, Robertson, Clearihue, Lévy, Dagenais, Lavallée, Robillard, Turner, Sadler, Ekers, Gallery, Ames, Wilson, L. A. Lapointe, Bumbray, Ricard, Carter, Walsh, Nelson, Sauvageau, N. Lapointe, Stearns, Payette, Lemay, Couture, DeSerres, Bastien, Marchand, Leclair, Proulx, Paquin, Duquette and Major.

The minutes of the last meeting being read, and the question of concurrence put thereon.

Ald. L. A. LAPOINTE moved, seconded by Ald. BASTIEN,

That the words *a going concern*, in the sub-amendment, moved by himself, and seconded by Ald. Bastien, at the last meeting of Council (item No. 35) be struck therefrom, as the same were not a correct translation of the term *un tout complet*.

Ald. Ames raised a point of order, contending that said motion was inopportune.

His Worship the Mayor decided that said point of order was well taken and ruled said motion out of order.

Ald. L. A. Lapointe thereupon protested against the translation of the term *un tout complet*, by the words: *a going concern*.

And the minutes of last meeting having been approved by the members present, with the exception of His Worship the Mayor who dissented as to item No. 35, the same were signed by His Worship the Mayor, with a restriction as to said item No. 35.

The City Clerk then submitted to Council, the following communication from His Worship the Mayor:

* * *

Montreal, May 10th, 1905.

MAYOR'S OFFICE,

Hon. L. O. David,
City Clerk,
Montreal

Sir,

I beg to acknowledge receipt of an extract from the minutes of the meeting of the City Council held on the 8th May inst., containing a resolution of the Council providing for an extension of the existing contract with the Montreal Gas Company.

You state that you transmit to me this resolution in virtue of sect 23 of the Charter in order that I may approve the same according to law.

Before affixing my signature thereto, I deemed it my duty to keep the engagement I took in the Council, on the 8th inst., to submit to the City Attorneys the whole procedure which had been followed in this connection, in order to ascertain whether the Council had legally reached the decision which it had arrived at.

I therefore asked the Law Department whether the City could legally make a contract with the Montreal Gas Co., for an extension of its privileges for a period of 15 years,

période de 15 ans, à compter de la date de l'expiration du contrat actuellement en vigueur par une simple résolution, ou si un règlement n'était pas nécessaire.

Je leur ai aussi demandé de nous éclaircir sur quelques autres points se rattachant à la question qui nous occupe, et la réponse que l'on m'a faite me force à vous renvoyer la résolution en question que je décline de signer et d'approuver.

Je vous prierais de soumettre cette question au Conseil, à sa séance de lundi prochain, comme matière d'urgence et de privilège, et de donner au Conseil l'assurance que l'un des motifs qui me poussent à en agir ainsi est le désir de voir le Conseil procéder régulièrement, légalement et judicieusement.

Comme les aviseurs-légaux de la Ville déclarent qu'un règlement est nécessaire pour accorder la franchise qui nous occupe, l'on verra d'ici tous les ennuis et tous les inconvénients qu'aurait à subir le Conseil, si ses décisions étaient attaquées devant les tribunaux et annulées, et, comme la Charte impose au maire certains devoirs de surveillance et l'oblige à faire suivre fidèlement les dispositions de la loi qui nous régit, j'aime à croire que l'attitude que je prends dans les circonstances ne sera pas mal interprétée par les membres du Conseil.

Je ne suis pas animé par un sentiment irrespectueux pour la majorité du Conseil: en effet, c'est la première fois que je suis appelé à refuser mon approbation à l'une de ses décisions, mais je suis fermement convaincu qu'il y va de l'intérêt commun d'en agir ainsi.

L'on me permettra, j'espère, de faire une observation qui me touche plus particulièrement. L'on a prétendu, dans certains milieux, qu'en principe j'étais opposé à toute extension des droits et privilèges de la Compagnie de Gaz de Montréal; on a fait erreur, et l'on ne peut baser cette prétention sur des opinions que j'aurais émises publiquement ou privéement. En effet, on se rappelle que, lorsque j'avais l'honneur d'adresser la parole aux échevins, dans l'enceinte du Conseil Municipal, le 15 février 1904, j'ai attiré leur attention d'une manière toute spéciale sur la question du contrat d'éclairage.

"Vous savez que le contrat expire en 1905," disais-je alors, "et que la Ville a le droit, en donnant un avis de six mois à la compagnie, d'acheter toutes les propriétés, le matériel et l'outillage dont elle se sert pour son exploitation. Le Conseil devrait profiter des circonstances pour obtenir, dans l'intérêt de la Ville et des citoyens, une réduction considérable du coût de l'éclairage, et, dans ce but, il devrait s'occuper immédiatement de mettre la compagnie en demeure de faire savoir à quelles conditions elle serait disposée à fournir l'éclairage à la Ville et aux citoyens, pendant un certain nombre d'années, afin d'avoir tout le temps nécessaire pour protéger les intérêts de la Ville."

Le Conseil était sans doute mû par un sentiment très louable lorsqu'il mit à l'étude cette importante question, mais la masse des contribuables, je crois, est d'opinion qu'il a agi avec trop de hâte en prolongeant, lundi dernier, la franchise aux conditions que l'on connaît. L'on croit, dans le public, que les prix du gaz d'éclairage pour les années à venir sont de beaucoup trop élevés et on cite d'autres villes, au Canada et aux Etats-Unis, où les contribuables obtiennent l'éclairage et le chauffage au moyen du gaz à des prix beaucoup plus bas.

Le Conseil, il y a quelques semaines à peine, recevait des chefs de certains départements des états circonstanciés et des rapports motivés sur le coût de revient de la fabrication du gaz; on s'est contenté de lire ces rapports et de les déposer aux archives, parce que la Ville n'était pas en demeure d'installer des usines et de fournir le gaz aux contribuables. Je crois, cependant, que ces rapports devraient être soumis à des experts compétents, si l'on n'est pas satisfait de leur teneur; par ce moyen, on pourrait établir d'une façon indubitable la valeur réelle du prix de revient du gaz et traiter ensuite avec la compagnie, en pleine connaissance de cause.

D'ailleurs, rien ne presse pour le moment, et on n'y perdrait pas à attendre une couple de mois.

Voilà pourquoi les contribuables verraient d'un bon œil un règlement municipal qui serait soumis au Conseil et qui contiendrait des dispositions justes et équitables pour la fourniture du gaz au public.

L'on me permettra de faire observer que la résolution qui a été adoptée par le Conseil et qui pourvoit à l'acquisition de la compagnie par la Ville n'a pas sa raison d'être. L'obligation que comporte cette résolution "d'acquérir tous les terrains, tuyaux, usines, franchises, droits et privilèges de la compagnie conférés en vertu de sa charte ou autrement, ainsi que le matériel en usage, en un mot, toute l'exploitation comme un tout complet," serait, dans mon opinion,

to be computed from the date of the expiration of the contract now in force, by a simple resolution, or whether a by-law was not required.

I also asked them to enlighten us on some other points connected with the question at issue, and the reply made to me compels me to send back to you, the resolution in question, which I decline to sign and approve.

I would pray you to submit this question to the Council, at its meeting on Monday next, as a matter of urgency and privilege, and to give to the Council the assurance that one of the motives which prompt me to take such action is the desire to see the Council proceed regularly, legally and judiciously.

As the legal advisers of the City declare that a by-law is required to grant the franchise in question, it will readily be seen that the Council would be exposed to much annoyance and inconvenience if its decisions were attacked before the Courts and annulled and as the Charter imposes upon the Mayor certain duties of supervision and compels him to have the provisions of the law governing us strictly carried out, I trust that the attitude which I am taking under the circumstances will not be misconstrued by the members of the Council.

I am not actuated by a disrespectful feeling for the majority of the Council; in fact, it is the first time that I am called upon to refuse my approval to one of its decisions, but I am firmly convinced that public interest requires that I should take such action.

You will allow me I trust, to make a remark which more particularly concerns me. It has been contended in certain quarters that I was opposed in principle, to any extension of the rights and privileges of the Montreal Gas Company; there is no foundation whatever for such a statement, and this contention cannot be based upon any opinions expressed by me publicly or privately. You will remember that, when I had the honor to address the Aldermen, in the Council Room, on the 15th February, 1904, I drew their attention in a special manner to the question of the lighting contract.

"You know that the contract expires in 1905, I stated then, "and that the City has the right, on giving 6 months notice to the Company, to purchase all the property, plant and equipment used by it in its operations. The Council should take advantage of these conditions to obtain, in the interest of the City and the citizens, a considerable reduction in the cost of light, and, with this object in view, they should immediately communicate with the company, to ascertain on what conditions it is prepared to furnish light to the City and to the citizens during a given number of years, so as to obtain all the necessary time to protect the interests of the City."

The Council was no doubt actuated by a laudable motive when it considered this important question, but the majority of the ratepayers, I think, are of opinion that it proceeded with too much haste by extending, on Monday last, the franchise on the conditions you know. The public consider that the prices for gas for lighting purposes, for future years, are far too high, and other cities, in Canada and the United States, are instances, where ratepayers obtain gas for lighting and heating purposes at much lower prices.

The Council, hardly a few weeks ago, received from the heads of certain departments detailed statements and reports on the cost price of the manufacture of gas; these reports were simply read and filed of record, because the City was not in position to establish gas works and to supply gas to the ratepayers. I think, however, that these reports should be submitted to competent experts if the figures and information they contain are not deemed satisfactory; by this means, the actual cost price of gas could be accurately determined, and the City might then negotiate with the company with a full knowledge of the facts.

Besides, the matter can be delayed for a couple of months without any serious consequence resulting from such delay.

For the above reasons, the ratepayers would look favourably on a by-law which would be submitted to the Council and which would contain just and fair provisions for the supply of gas to the public.

You will allow me to remark that the resolution which was passed by the Council and which provides for the acquisition of the company by the City should not have been adopted. The obligation, which this resolution implies, of acquiring all the lands, pipes, works, franchises, rights and privileges of the company, conferred under its charter or otherwise, as well as the plant in use, in a word, the whole of the same "as a going concern," would be, in my opinion, so onerous

tellement onéreuse que la Ville se verrait toujours dans l'impossibilité durant les vingt années que durerait le contrat, de s'en prévaloir. Car on ne niera pas que les arbitres qui seraient appelés à établir la valeur de l'exploitation ne manqueraient pas de tenir compte de sommes considérables qui seraient ajoutées à la valeur réelle de l'actif de la compagnie, et ces sommes se chiffraient peut-être dans les millions.

Je crois donc fermement que dans tout arrangement qui peut intervenir dans la suite entre la Ville et la compagnie, il devrait être stipulé que l'on ne tiendra pas compte des privilèges, des franchises et du "good will" de la compagnie, lorsque l'on procédera à établir la valeur de son exploitation.

Le Conseil, j'aime à le croire, ne verra pas d'autres motifs dans la position que je prends que celui qui m'anime véritablement, celui de faire mon devoir envers le Conseil ainsi qu'envers les contribuables.

On aura l'occasion de considérer à nouveau cette importante question, de lui donner toute l'attention qu'elle mérite et de procéder d'une manière légale et régulière.

Je vous prie de me croire, Monsieur, votre bien dévoué serviteur, le Maire de Montréal,

(Signé) H. LAPORTE.

* * *

Montréal, 9 mai, 1905.

A Son Honneur le Maire de Montréal,

Monsieur le Maire,

Re contrat de la Compagnie du Gaz—Droit et privilège de vingt ans.

Par votre lettre en date de ce jour, la question suivante nous est posée pour notre opinion :

"La Cité peut-elle légalement faire un contrat avec la Compagnie du Gaz pour une extension de ses droits et privilèges pour une période de quinze ans à compter de la date d'expiration du contrat actuellement en vigueur, par une simple résolution, ou si un règlement est nécessaire?"

Pour me conformer à vos instructions, j'ai l'honneur de répondre comme suit :

La clause 49 du statut 3 Edouard VII, chap. 62, remplaçant la clause 530 de la charte de la Cité (62 Victoria chap. 58), décrète ce qui suit :

"Aucune personne, société, syndicat, compagnie ou corporation quelconque n'aura ou n'exercera de franchises, droits ou privilèges, dans ou sur une, ou au-dessous d'une rue, ruelle, place ou voie publique (y compris le parc Mont-Royal et le parc de l'île Sainte-Hélène) pour la construction ou l'exploitation de tramways ou chemins de fer incinés—qu'ils soient à la surface du sol, élevés ou souterrains—ou pour l'établissement de systèmes téléphoniques, télégraphiques, pneumatiques ou tractifs, ou pour d'autres fins semblables, ou pour le posage de poteaux ou de fils conducteurs, ou pour l'établissement de ponts, chevalets, viaducs, câbles, tuyaux, conduits ou autres choses semblables, à moins que ce ne soit par et en vertu d'un règlement adopté par le vote affirmatif de la majorité absolue des membres du Conseil"

Je suis d'opinion que, d'après l'interprétation à donner à cette clause de la charte, la Cité ne peut légalement, par une simple résolution, faire un contrat avec la Compagnie du Gaz pour lui conférer des droits et privilèges pour une période de quinze ans à compter de la date d'expiration du contrat actuellement en vigueur, mais qu'il est nécessaire dans l'espèce d'adopter un règlement à cet égard.

Ceci est conforme, du reste, au principe énoncé dans d'autres articles de la charte, notamment les articles 299 et 300, qui donnent à la Cité le pouvoir de faire des règlements pour certaines fins. Les paragraphes 62, 71 et 74 de l'article 300 se lisent comme suit :

"62. Pour réglementer l'usage du gaz, de l'électricité et des appareils électriques, ainsi que des autres appareils pour produire la lumière, la chaleur et la force motrice dans la Cité, et pourvoir à leur inspection ;

"71. Pour pourvoir à l'éclairage de la Cité ;

"74. Pour réglementer et contrôler,—en se conformant néanmoins aux dispositions spécifiques contenues dans la charte à ce sujet,—l'exercice par une personne ou compagnie quelconque de quelque franchise ou privilège dans les rues ou places publiques de la Cité, que cette franchise ou

that the City would never be able, during the 20 years the contract would last, to avail itself of the same; for the arbitrators who would be called upon to establish the value of the plant, would certainly take into account considerable amounts, plus the real value of the company's assets, and these amounts would probably represent millions.

I am therefore firmly convinced that in any future arrangement between the City and the company, it should be stipulated that when the assets and real value of the company shall be established, the privileges, franchises and good-will shall not be taken into account.

The Council, I trust will not attribute to me other motives for the position I take, than that with which I am truly moved—the earnest desire to do my duty towards the Council and the ratepayers of the City.

An occasion will thereby be granted to the Council to give more earnest consideration to this most important question, and to proceed in a legal and regular manner.

Believe me, Sir,

Your obedient servant,

(Signed) H. LAPORTE,

Mayor.

* * *

LAW DEPARTMENT.

Montreal, May 9th, 1905.

To His Worship the Mayor of Montreal.

Mr. Mayor,

Re Gas contract.—20 years right and privilege.

By your letter dated this day, the following question is put to us for our opinion :

"Can the City legally pass a contract with the Gas Company for an extension of its rights and privileges, for a period of 15 years, from the date of the expiration of the contract now in force, by a simple resolution, or is a by-law required?"

I beg to reply as follows :

Clause 49 of the Act 3 Edward VII, chap. 62, replacing clause 530 of the City Charter (62 Vict., chap. 58) reads as follows :

"530. No person, partnership, syndicate, company or corporation whatever shall have or exercise any franchise, right or privilege in, over or upon any street, lane, public place or highway (including Mount-Royal park and St. Helen's Island park) for constructing or operating any tramways or inclined railways—whether surface, elevated or underground—or for the establishment of telephonic, telegraphic, pneumatic or traction systems, or for other like purposes, or for poles or wires or for bridges, trestles, viaducts, cables, pipes, conduits or such like apparatus, unless by and in virtue of a by-law adopted by the affirmative vote of the absolute majority of the Council."

I am of opinion that, according to the interpretation to be given to this clause of the Charter, the City cannot legally, by a simple resolution, pass a contract with the Gas Company to confer upon it rights and privileges for a period of 15 years, from the date of the expiration of the contract now in force, but that it is necessary, in the premises, to adopt a by-law.

This, besides, is in accordance with the principle laid down in other articles of the Charter, more particularly in Art. 299 and 300, which give to the City the right to make by-laws for certain purposes. Paragraphs 62, 71 and 74 of Art. 300 read as follows :

"62. To regulate the use of gas, electricity and electrical apparatus and other means and agents for furnishing light, heat and power in the City, and to provide for the inspection of the same.

"71. To provide for the lighting of the City.

"74. To regulate and control, in a manner not contrary to any specific provisions on the subject contained in this charter, the exercise, by any person or corporation, of any public franchise or privilege in any of the streets or public

" ce privilège ait été conféré par la Cité ou par la Législature."

Sous l'empire des anciennes chartes de la Cité, auxquelles se trouve soumis le contrat actuel de la Compagnie du Gaz avec la Cité, le Conseil a pu légalement autoriser un tel contrat sans la formalité d'un règlement; mais dans l'espèce je suis d'avis que, comme il s'agit d'un nouveau contrat qui a l'effet de créer un droit et un privilège en faveur de la compagnie pour un terme de vingt ans, l'article 567 n'a pas d'application et la compagnie ne peut se soustraire au pouvoir de réglementation et de contrôle appartenant à la Cité à l'égard des droits et privilèges dans les rues ou places publiques.

C'est pourquoi j'arrive, en résumé, à la conclusion que le rapport de la sous-commission et de la Commission de l'Éclairage, ainsi que la résolution du Conseil qui l'adopte, ne consacrent qu'un travail préliminaire et qu'il faut que ladite résolution soit suivie d'un règlement passé conformément aux dispositions de la charte et aussi d'un acte notarié qui puisse lier les deux parties contractantes.

Il ne faut pas oublier que ledit rapport tel qu'amendé n'est pas encore accepté par ladite compagnie et qu'il faudra le lui soumettre de nouveau, maintenant ou quand toute la procédure sera complétée, afin de connaître finalement son adhésion aux clauses et conditions du contrat projeté.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Maire, votre très humble et obéissant serviteur.

(Signé) J.-L. ARCHAMBAULT,
Avocat de la Cité.

Je concours,

(Signé) L.-J. ETHIER,
Avocat de la Cité.

* * *

Je suis également d'avis qu'un règlement est, dans le cas actuel, nécessaire.

Il s'agit de savoir si la Ville peut, par simple résolution, faire un contrat avec la Compagnie de Gaz pour une période de 15 ans, à compter de la date de l'expiration du contrat actuel, aux mêmes conditions et avec octroi à la compagnie des mêmes droits et privilèges que ceux dont elle jouit actuellement.

La charte de la compagnie et ses amendements lui donnent le droit de poser des tuyaux, pour la fourniture du gaz dans les rues de Montréal, et de fabriquer et vendre du gaz, et la charte de la Ville, par l'article 567, prescrit que rien dans la charte n'aura pour effet d'affecter ou d'abroger les pouvoirs spécialement octroyés par statut à des corporations ou à des compagnies.

Je crois, cependant, que le contrat qu'il est question de passer avec la Compagnie du Gaz ne fixe pas seulement le prix que la Ville devra payer pour son gaz ou le prix maximum que la compagnie pourra faire payer aux citoyens, mais va plus loin.

La section 3 du contrat dit que " pendant la durée du présent contrat, la Ville de Montréal ne devra pas permettre qu'il soit posé des conduites de gaz dans les rues et ruelles de la Ville." Cela revient à dire que la compagnie aura, pendant le terme du contrat, le droit *exclusif* de poser des conduites de gaz dans les rues et les ruelles de la Ville.

Je ne trouve aucun statut qui confère un droit de privilège de cette nature à la compagnie, et par conséquent je considère que c'est un privilège et un privilège de grande valeur que la Ville accorderait à la compagnie.

Si c'est un privilège que la Ville octroie et dont la compagnie ne jouit pas en vertu de sa charte, il semblerait que le cas tombe directement sous l'article 530 de la charte, tel qu'amendé, qui dit que " aucune personne, compagnie ou corporation n'aura ou n'exercera de franchises, droits ou privilèges dans, ou sur une rue, ruelle, place ou voie publique..... pour l'établissement de câbles, tuyaux, conduits ou autres choses semblables, à moins que ce ne soit par et en vertu d'un règlement adopté par le vote affirmatif de la majorité absolue des membres du Conseil."

J'ajouterais que les clauses 8 et 9 du contrat prévoient l'extension de ce privilège exclusif, ce qui serait en soi de la nature d'un droit et privilège.

Je suis donc d'opinion qu'il faut un règlement pour adopter le contrat qui a été proposé.

(Signé) A.-W. ATWATER,
Avocat Consultant.

Montréal, 15 mai, 1905.

places in the City, whether such franchise or privilege has been granted by the City or by the Legislature."

Under the former charters of the City, to which the present contract between the City and the Montreal Gas Co. is subject, the Council could legally authorize such a contract without the formality of a by-law; but in the present case, inasmuch as the agreement to be entered into is a new contract, which has the effect of creating a right and privilege in favor of the Company for a term of 20 years, Art. 567 does not apply and the company remains subject to the power of regulation and control belonging to the City in connection with rights or privileges in the streets or public places.

For the above reasons, I come to the conclusion that the report of the Light sub-committee, and committee, as well as the resolution of the Council adopting the same, only constitute a preliminary work, and that said resolution must be followed by a by-law, passed in accordance with the provisions of the Charter and also by a notarial deed, which may be binding upon both contracting parties.

It must be remembered that the said report, as amended, has not yet been accepted by the said company, and that the same must again be submitted to them, now or when the whole procedure has been completed, in order to finally ascertain whether they adhere to the clauses and conditions of the proposed contract.

I have, etc.,

(Signed) J. L. ARCHAMBAULT,
City Attorney.

I concur.

(Signed) L. J. ETHIER,
City Attorney.

* * *

I concur that a by-law is, under the circumstances of this case, necessary.

The proposition involves the question of whether the City can by simple resolution make a contract with the Gas Company for a period of fifteen years, from the expiration of the present contract upon similar conditions and with similar rights and privileges accorded to the company.

The Charter of the company, and its amendments, give it the right to lay pipes for the supplying of gas in the streets of Montreal and to manufacture and sell gas, and the Charter of the City by article 567 provides that nothing in the Charter shall affect or repeal any powers especially granted by statute to corporations or companies.

I think, however, that the contract which it is proposed now to make with the Gas Company goes farther than merely fixing the price which the City shall pay for its gas, or the maximum price which the Company shall charge to the citizens.

Section three of the contract provides: "That during the existence of the present contract, the said City of Montreal, shall not permit the laying of gas pipes in the streets and lanes of the said City of Montreal." This is exactly tantamount to saying that the company shall have, during the term of the contract, the exclusive right to lay gas pipes in the streets and lanes of the City.

I find no such privilege and right conferred by statute upon the company and, therefore, I regard it as a privilege, and a very great one, proposed to be conferred upon the company by the City.

If it is a privilege granted by the City and not enjoyed by the Company under its Charter, it seems to come directly within the provisions of Art. 530 of the Charter as amended, which enacts "that no person, company or corporation whatever, shall have or exercise any franchise, right or privilege in, over or upon any street, lane, public place or highway.....for cables, pipes, conduits or such like apparatus, unless by and in virtue of a by-law adopted by the affirmative vote of the absolute majority of the Council."

I may also say, that clauses 8 and 9 of the contract provide for extensions of this exclusive contract, which are also, I think, in the nature of rights and privileges.

I think, therefore, the contract in the form proposed requires a by-law for its adoption.

(Signed) A. W. ATWATER,
Consulting Attorney.

Montreal, 15th May, 1905.

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 10 mai, 1905.

A Son Honneur le Maire de Montréal.

Monsieur le Maire,

Re Rapport irrégulier devant le Conseil

Par votre lettre en date du 9 courant les avocats de la Cité sont priés de répondre par écrit à la question suivante :

“Le Conseil de Ville peut-il, étant donné qu'un rapport devant le Conseil est irrégulier, rendre ce rapport régulier par une motion ou un amendement que l'on fait adopter à la même séance? Le fait de régulariser, au moyen d'une motion, un rapport qui est irrégulier à sa face même, rend-il légal toute la procédure suivie au sujet de cette question?”

En réponse à cette question, j'ai l'honneur de vous informer que le Conseil a le droit d'amender, corriger ou changer, par une motion ou par amendement, un rapport émanant soit directement de lui-même ou d'aucun de ses comités, en observant pour ce faire les formalités et règles indiquées par la charte et les règles qui le régissent,—et je suis en conséquence d'opinion de répondre dans l'affirmative à la question telle que posée.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Maire, votre très humble et obéissant serviteur,

(Signé) J.-L. ARCHAMBAULT,
Avocat de la Cité.

Je concours,

(Signé) L.-J. ETHIER,
Avocat de la Cité.

Je concours,

(Signé) A.-W. ATWATER,
Avocat Consultant.

* * *

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 10 mai, 1905.

A Son Honneur le Maire de Montréal.

Monsieur le Maire,

Re Signification de l'expression “as a going concern” (comme d'un tout complet),—Compagnie du Gaz de Montréal.

Par votre lettre en date de ce jour, au sujet d'un amendement qui a été adopté au Conseil, lundi, le 8 courant, dans lequel il est dit que la Cité pourra devenir propriétaire de l'exploitation de la Compagnie du Gaz de Montréal, “comme d'un tout complet” (as a going concern), sur paiement de la valeur telle qu'établie par des arbitres,—vous désirez savoir par écrit ce que comportent les mots: “comme d'un tout complet” (as a going concern), et si cela ne signifie pas que la Ville devra indemniser la compagnie, non seulement pour toute son exploitation dans les limites de la Ville et dans les municipalités environnantes, mais aussi pour le “good will” de la compagnie pendant la durée de ses privilèges.

Pour me conformer aux instructions contenues dans cette lettre, j'ai l'honneur de faire rapport que je suis d'opinion que les expressions consignées dans l'amendement adopté par le Conseil, en sa séance de lundi dernier, signifient et veulent dire que la Cité devient propriétaire de l'exploitation de la Compagnie du Gaz de Montréal “comme d'un tout complet” (as a going concern), elle devra indemniser la compagnie non seulement pour son exploitation dans les limites de la Ville et dans les municipalités environnantes, mais aussi pour le “good will” de la compagnie pendant la durée de ses privilèges.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Maire, votre très humble et obéissant serviteur,

(Signé) J.-L. ARCHAMBAULT,
Avocat de la Cité.

Je concours,

(Signé) L.-J. ETHIER,
Avocat de la Cité.

Je concours,

(Signé) A.-W. ATWATER,
Avocat Consultant.

LAW DEPARTMENT.

Montreal, May 10th, 1905.

To His Worship the Mayor of Montreal.

Mr. Mayor,

Re report irregularly before Council.

By your letter dated 9th instant, the City Attorneys are requested to reply in writing to the following question:

“May the City Council, it being granted that a certain report before the Council is irregular, render said report regular by a motion or an amendment adopted at the same meeting? Does the fact of regularising, by means of a motion, a report which is clearly irregular, render legal all the procedure followed in connection therewith?”

Replying to this question, I have the honor to inform you, that the Council has the right to amend, correct or alter, by a motion or an amendment, a report emanating directly from the Council or from any of its Committees, by observing in this connection the formalities and rules laid down by the Charter and the rules of Council. I am therefore of the opinion that I should reply in the affirmative to the question put to me.

I have, etc.,

(Signed) J. L. ARCHAMBAULT,
City Attorney.

I concur,

(Signed) A. W. ATWATER,
Consulting City Attorney.

I concur,

(Signed) L. J. ETHIER,
City Attorney.

* * *

LAW DEPARTMENT.

Montreal May 10th 1905.

To His Worship the Mayor of Montreal.

Mr. Mayor,

Re meaning of the words “as a going concern” (comme d'un tout complet)—Montreal Gas Company.

By your letter dated this day, in connection with an amendment adopted by the Council, on Monday, the 8th inst., in which it is said that the City may become the owner of the plant of the Montreal Gas Company, “as a going concern”, on payment of the value thereof as established by arbitration, you wish to know what the words “as a going concern” involve, and whether they do not mean that the City shall be held to indemnify the company, not only for the whole of its enterprise within the limits of the City and the adjoining municipalities, but also for the good will of the company during the continuance of its privileges.

I beg to report, that the words which appear in the amendment adopted by the Council, on Monday last, mean that in the event of the City becoming the owner of the company's plant “as a going concern,” it shall be held to indemnify the company not only for its enterprise within the City limits and the adjoining municipalities, but also for its good will during the continuance of its privileges.

I have, etc.,

(Signed) J. L. ARCHAMBAULT,
City Attorney.

I concur.

(Signed) L. J. ETHIER,
City Attorney.

I concur

(Signed) A. W. ATWATER,
Consulting Attorney.

DÉPARTEMENT EN LOI.

Montréal, 13 mai, 1905.

A Son Honneur le Maire de Montréal.

Monsieur le Maire,

Re Sous-amendement en rapport avec le contrat avec la Compagnie du Gaz de Montréal.

Nous comprenons qu'il s'agit dans le cas présent, de savoir si les expressions suivantes: "ladite exploitation "comme d'un tout complet," contenues dans un sous-amendement qui a été adopté à la séance du Conseil le 8 du mois courant, sont fidèlement traduites en anglais, par les mots "as a going concern."

Après avoir référé à différents dictionnaires de droit, et certains statuts qui parlent d'exploitation de chemins de fer, manufactures et autres, nous constatons que les expressions "going concern, running concern, working enterprise, carrying on a business, operating such and such enterprise" sont des termes synonymes, qui rendent autant qu'il est possible le véritable sens du mot "exploitation d'une entreprise comme un tout complet."

Nous avons l'honneur d'être, Monsieur le Maire, vos humbles et dévoués serviteurs,

(Signé) L.-J. ETHIER,
" J.-L. ARCHAMBAULT,
Avocats de la Cité.

Je concours,

(Signé) A.-W. ATWATER,
Avocat Consultant.

* * *

Et un débat s'en suivant il est
Proposé par M. l'échevin PROULX, appuyé par M. l'échevin DUQUETTE,

Qu'attendu qu'à l'assemblée du Conseil tenue le 8 mai, 1905, les résolutions suivantes furent adoptées, savoir:

Proposé par M. l'échevin PROULX, appuyé par M. l'échevin DUQUETTE,

Que le rapport de la sous-commission des Incendies et de l'Eclairage tel que soumis au Conseil, à sa dernière assemblée soit adopté.

Proposé en amendement par M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin WILSON,

Qu'au lieu d'accepter la demande de la compagnie d'être libérée du 3 pour cent qu'elle doit payer pour cinq ans, à compter du 1er mai 1905, il soit stipulé que la compagnie paiera ce pourcentage pour cette période de cinq années, et qu'en échange la réduction du gaz soit:

Pour le gaz d'éclairage, pour les années commençant le 1er mai 1905 et le 1er mai 1906, le prix sera de	\$1.15
Pour 1907 et 1908	1.10
Pour 1909	1.05
Pour 1910 jusqu'à l'expiration du contrat	1.00
Pour le gaz de cuisine:	
Pour 1905 et 1906	0.95
Pour 1907 et jusqu'à l'expiration du contrat	0.90
Pour le gaz fourni par compteurs automatiques:	
Pour les années 1905 et 1906	1.00
Pour les années 1907, 1908 et 1909	0.95
De 1910 jusqu'à l'expiration du contrat	0.90

Proposé en sous amendement par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin BASTIEN,

Que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement:
Les sections 8 et 9 du présent contrat, sont remplacées par les suivantes:

"Il est expressément convenu entre les parties, qu'en tout temps pendant la durée de ce contrat, la Ville de Montréal aura le droit, après un avis de douze mois, donné par écrit, à la Compagnie du Gaz de Montréal, d'acquérir, de ladite compagnie, tous les terrains, tuyaux, usines, franchises, droits et privilèges conférés à ladite compagnie par, et en vertu de sa charte ou autrement et le matériel nécessaire et en usage pour la fabrication et la fourniture du gaz à la Ville qui seront la propriété de ladite Compagnie du Gaz de Montréal

LAW DEPARTMENT.

Montreal, May 13th, 1905.

To His Worship the Mayor of Montreal.

Mr. Mayor,

Re sub-amendment anent the Gas contract.

We understand that it is desired to know in the present case if the following expressions: "Ladite exploitation comme d'un tout complet" appearing in the sub-amendment, adopted at the last meeting of the Council, on the 8th May instant are correctly translated into English by the words: "as a going concern."

After consulting several law dictionaries and certain statutes which refer to railway, manufacturing and other enterprises, we conclude that the terms: "going concern; running concern; working enterprise; carrying on a business; operating such and such enterprise" are synonymous terms, which render as correctly as it is possible to render the exact sense of the expression "exploitation d'une entreprise comme un tout complet."

We remain, etc,

(Signed) L. J. ETHIER,
" J. L. ARCHAMBAULT,
City Attorneys.

I concur,

(Signed) A. W. ATWATER,
Consulting City Attorney.

* * *

And a debate arising,

Ald. PROULX moved, seconded by Ald. DUQUETTE,

Whereas at the monthly meeting of the Council, held on the 8th May, 1905, the following resolutions were adopted, viz:

Moved by Ald. PROULX, seconded by Ald. DUQUETTE,
That the report of the sub-committee of the Fire and Light Committee as submitted to Council at its last meeting by the Fire and Light Committee be adopted.

Moved in amendment by Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. WILSON,

That instead of acceding to the request of the company to be exempted from paying the 3%, which it is held to pay during a period of 5 years, from the 1st May, 1905, it be stipulated that the company shall pay such percentage during said period of time; and that, in return therefor, the price of gas be reduced as follows:

For gas for lighting purposes, for the years beginning on the 1st May 1905 and 1st May 1906, the price to be	\$1.15
For 1907 and 1908	1.10
For 1909	1.05
From 1910 to the expiration of the contract	1.00
For gas for cooking purposes:	
For 1905 and 1906	0.95
For 1907 and until the contract has expired	0.90
For gas supplied by automatic meters:	
For the years 1905 and 1906	1.00
For the years 1907, 1908 and 1909	0.95
From 1910 to the expiration of the contract	0.90

Moved in sub-amendment by Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BASTIEN,

That the following words be added to the amendment:
Sections 8 and 9 of the contract now existing are replaced by the following:

"It is expressly agreed between the parties that, at any time during the continuance of this contract, the City of Montreal shall have the right, after a twelve months notice, given in writing to the Montreal Gas Company, to acquire from the said company all the lands, pipes, manufactories, franchises, rights and privileges conferred upon said company by and in virtue of its charter or otherwise, as well as the material necessary and in use for the manufacture and supply of gas to the City, the property of the said Montreal

ou de ses représentants, ainsi que tous les travaux entrepris à cet effet, de façon à ce que la Ville puisse devenir propriétaire de ladite exploitation comme d'un tout complet, sur paiement de leur valeur, laquelle sera établie par arbitres, plus 10% en plus de cette évaluation, lesdits arbitres devant être nommés comme suit: un par la Ville de Montréal, un par la Compagnie du Gaz de Montréal et le troisième par un juge de la Cour Supérieure dans et pour le District de Montréal."

"Tout consommateur aura le droit d'acheter, soit de la compagnie ou de n'importe quel marchand, le ou les compteurs dont il aura besoin pour tenir compte de la quantité de gaz dépensée par lui, pourvu cependant, que tels compteurs soient vérifiés par l'inspecteur du gouvernement et par la Compagnie du Gaz de Montréal, et ladite compagnie ne chargera aucun loyer pour l'usage de ses propres compteurs au consommateur fournissant ainsi son ou ses propres compteurs."

Attendu que pour se conformer à l'article 23 de la charte, le greffier de la Ville a présenté les résolutions susdites à Son Honneur le Maire pour qu'il y donne son assentiment et y appose sa signature;

Attendu que Son Honneur le Maire a refusé d'approuver lesdites résolutions et les a remises au greffier avec ses objections par écrit;

Attendu que lesdites résolutions sont de nouveau soumises à la considération du Conseil à cette séance comme matière d'urgence et de privilège.

Qu'il soit *Résolu*: Que lesdites résolutions soient approuvées de nouveau.

Et un débat s'en suivant, le vote étant pris sur ladite motion, le Conseil se divise:

Pour: Larivière, Saint-Denis, Dagenais, Lavallée, Robillard, Wilson, L.-A. Lapointe, Ricard, Sauvageau, N. Lapointe, Payette, Lemay, Couture, Bastien, Marchand, Leclaire, Proulx, Paquin, Duquette et Major—20.

Contre: Vallières, Robertson, Clearihue, Lévy, Turner, Sadler, Ekers, Gallery, Ames, Bumbrey, Carter, Walsh, Nelson, Stearns et DeSerres—15.

Ainsi la motion est adoptée, et il est

Résolu: En conséquence.

Du consentement unanime du Conseil, les questions de routine suivantes sont transigées:

REQUETES, ETC.

1. De M. Aurèle Roy demandant la remise d'une certaine amende.

2. De l'Association des Photographes demandant l'imposition d'une licence sur les photographes ambulants.

3. De M. L.-H. Bélanger, protestant contre la taxe sur les slot machines.

Référées à la Commission des Finances.

4. De Wing Sang Kee, pour placer un engin à vapeur au No 60 rue Victoria.

5. Du "Montreal Board of Trade", au sujet du service de protection contre les incendies.

Référées à la Commission des Incendies et de l'Éclairage.

6. Du "Montreal Board of Trade" et de la Chambre de Commerce s'opposant à l'extension du contrat du gaz.

Déposées sur le bureau.

7. De la Compagnie de Navigation Richelieu et Ontario, invitant le Conseil au voyage d'essai du vapeur "Montréal", samedi, le 20 mai, à 3 heures.

Sur proposition de M. l'échevin VALLIERES, appuyé par M. l'échevin L.-A. LAPOINTE, il est

Résolu: D'accepter ladite invitation.

8. Sur proposition de M. l'échevin CLEARIHUE, appuyé par M. l'échevin SAUVAGEAU, il est

Résolu: Que la lettre de la Montreal Light Heat & Power Co. soumise au Conseil à la dernière assemblée du Conseil et déposée sur le bureau, soit référée à la Commission de l'Aqueduc.

MOTION

9. Par M. l'échevin Saint-Denis, pour la nomination d'un inspecteur des gazomètres et des électromètres.

RAPPORTS

10. De la Commission des Finances pour donner instruction à la Montreal Water & Power Co., de poser un maître-tuyau sur la rue Resther.

Gas Co. or its representatives, and all works undertaken for that purpose, so that the said City may become the owner of the whole of the same, as a going concern, upon payment of the value thereof, which shall be established by arbitrators, together with 10% over and above said valuation, the said arbitrators to be named as follows: one by the City of Montreal, one by the Montreal Gas Co., and the third by a judge of the Superior Court, in and for the District of Montreal.

Every consumer shall have the right to purchase, either from the Montreal Gas Co. or from any merchant, the meter or meters required to measure and mark the quantity of gas consumed by him, provided, however, that such meters be approved of by the Government Inspector and by the said Montreal Gas Company and the said company shall not charge any rental for the use of its own meters to the consumer thus furnishing his own meter or meters.

Whereas in compliance with art. 23 of the charter, the City Clerk presented the above resolutions to His Worship the Mayor for his approval and signature,

Whereas His Worship the Mayor has refused to approve of the said resolutions and has returned them to the City Clerk, with his objections in writing,

Whereas said resolutions are again submitted to the consideration of the Council at this meeting as a question of privilege and urgency,

Be it *Resolved*: That said resolution be once more approved of.

And a further debate arising.

The vote being taken on said motion. The Council divided:

Yeas: Larivière, St. Denis, Dagenais, Lavallée, Robillard, Wilson, L. A. Lapointe, Ricard, Sauvageau, N. Lapointe, Payette, Lemay, Couture, Bastien, Marchand, Leclaire, Proulx, Paquin, Duquette and Major—20.

Nays: Vallières, Robertson, Clearihue, Lévy, Turner, Sadler, Ekers, Gallery, Ames, Bumbrey, Carter, Walsh, Nelson, Stearns and DeSerres—15.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

With the unanimous consent of the Council, the following matters of routine were transacted:

PETITIONS, ETC.

1. From Mr Aurèle Roy to be remitted a certain fine.

2. From Photographers Association, asking that a license be imposed upon itinerant photographers.

3. From Mr. L. H. Bélanger, protesting against the tax on slot machines.

Referred to the Finance Committee.

4. From Wing Sang Kee, to erect a steam engine at No. 60 Victoria street.

5. From Montreal Board of Trade, regarding the fire protection service.

Referred to the Fire and Light Committee.

6. From Montreal Board of Trade and "Chambre de Commerce," protesting against extension of gas contract.

Laid on the table.

7. From Richelieu and Ontario Navigation Co., inviting Council to trial trip of S.S. "Montreal" on Saturday, 20th May at 3 o'clock.

On motion of Ald VALLIERES, seconded by Ald L. A. LAPOINTE, it was

Resolved: That said invitation be accepted.

8. On motion of Ald. CLEARIHUE, seconded by Ald. SAUVAGEAU, it was

Resolved: That the letter from the Light, Heat & Power Co., submitted to Council at the last meeting of Council, and laid on the table be referred to the Water Committee.

MOTION.

9. By Ald. St. Denis to appoint an inspector of gas and electric meters.

REPORTS.

10. From Finance Committee to notify the Montreal Water & Power Co., to lay a main in Resther street.

11. De la Commission des Finances pour régler des jugements s'élevant à la somme de \$6,176.81.

Sur proposition de M. l'échevin VALLIERES, appuyé par M. l'échevin SADLER, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

12. De la Commission des Finances concourant dans les rapports suivants de la Commission de la Voirie et du Bureau de Santé, pour la construction d'un égout dans l'avenue Laurier, au coût de \$1,700, dont \$400, payable par la Ville.

13. De la Commission des Finances, concourant dans le rapport suivant de la Commission de la Voirie, pour un crédit de \$500, pour l'amélioration des rues Dumont, Dorion et Sherbrooke.

Sur proposition de M. l'échevin VALLIERES, appuyé par M. l'échevin LARIVIERE, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

14. De la Commission des Finances concourant, mais jusqu'au montant de \$1 500 seulement, dans le rapport de la Commission de Police pour un crédit de \$2,000 demandé pour le service secret.

Sur proposition de M. l'échevin VALLIERES, appuyé par M. l'échevin SAINT-DENIS, il est

Résolu: Que ledit rapport de la Commission des Finances soit reçu et adopté.

15. De la Commission de la Voirie pour accorder le contrat pour la pierre à macadam à MM. E. Sauriol & Cie.

16. De la Commission de la Voirie pour l'octroi du contrat de la pierre à macadam à la Morrison Quarry Co.

Sur proposition de M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin TURNER, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

17. De la Commission de la Voirie pour modifier la route des tramways Windsor et Saint-Laurent.

Question différée.

18. De la Commission de la Voirie:

- (1) Pour l'ouverture de la rue Gain;
- (2) pour des égouts dans certaines rues;
- (3) pour pavage de la rue Peel;
- (4) pour la construction de trottoirs permanents.

Référés à la Commission des Finances.

19. De la Commission des Incendies et de l'Eclairage pour accorder le contrat pour les échelles extensibles et murales.

20. De la Commission des Incendies et de l'Eclairage pour permettre à M. J.-W. McNeil de placer une chaudière à vapeur au No 171 rue des Manufactures.

Sur proposition de M. l'échevin ROBERTSON, appuyé par M. l'échevin SAUVAGEAU, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et adoptés.

21. De la Commission des Incendies et de l'Eclairage, pour l'octroi du contrat pour boyaux et couvertures.

M. l'échevin DAGENAIIS propose, appuyé par M. l'échevin PROULX,

Que ledit rapport soit reçu et adopté.

Proposé en amendement par M. l'échevin NELSON, appuyé par M. l'échevin COUTURE,

Que ledit rapport soit amendé de manière à ce que le contrat pour les boyaux soit divisé en parts égales, entre la Compagnie Canadienne de Caoutchouc, pour la marque "Keystone" et M. H.-K. Martin, pour la marque "Perfection" et qu'ainsi amendé, le rapport soit adopté.

Ledit amendement étant mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: Vallières, Larivière, Robertson, Clearihue, Lévy, Turner, Sadler, Ekers, Gallery, Ames, Bumbray, Nelson, N. Lapointe, Couture, DeSerres, Bastien, Leclair, Paquin et Major—19.

Contre: Dagenais, Lavallée, Robillard, Nelson, L.-A. Lapointe, Ricard, Sauvageau, Lemay, Proulx et Duquette—10.

Ainsi l'amendement est adopté, et il est

Résolu: En conséquence.

ORDRE DU JOUR

22. L'ordre du jour étant lu pour prendre en considération un rapport de la Commission de la Voirie pour accorder un contrat pour la pose de pavés en asphalte artificiel à la Sicily Asphaltum Paving Co., le rapport est soumis et lu.

23. L'ordre du jour étant lu pour prendre en considération un rapport de la Commission de la Voirie pour accorder le

11. From Finance Committee to settle judgments, amounting to \$6,176.81.

On motion of Ald. VALLIERES, seconded by Ald. SADLER, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

12. From Finance Committee concurring in reports of the Road Committee and Board of Health for the construction of a sewer in Laurier avenue. Cost, \$1,700, of which \$400 is payable by the City.

13. From Finance Committee, concurring in a report of the Road Committee for an appropriation of \$500 to improve Dumont, Dorion and Sherbrooke street.

On motion of Ald. VALLIERES, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

14. From Finance Committee, concurring, but to the amount of \$1,500, only, in a report of the Police Committee for an appropriation of \$2,000 for secret service.

On motion of Ald. VALLIERES, seconded by Ald. ST. DENIS, it was

Resolved: That said report of the Finance Committee be received and adopted.

15. From Road Committee to award contract for macadamising stone to Mr. E. Sauriol & Co.

16. From Road Committee to award contract for macadamising stone to Morrison Quarry Co.

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. TURNER, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

17. From Road Committee to modify Windsor and St. Lawrence street car route.

Consideration deferred.

18. From Road Committee:

- (1) to open Gain street;
- (2) for sewers in certain streets;
- (3) to pave Peel street;
- (4) to construct permanent sidewalks.

Referred to the Finance Committee.

19. From Fire and Light Committee to award contract for extension and wall ladders.

20. From Fire and Light Committee to allow J. W. McNeil to erect a steam boiler at No. 171 Manufacturers street.

On motion of Ald. ROBERTSON, seconded by Ald. SAUVAGEAU, it was

Resolved: That said reports be received and adopted.

21. From Fire and Light Committee to award contract for hose and covers.

Moved by Ald. DAGENAIIS, seconded by Ald. PROULX, That said report be received and adopted.

Moved in amendment by Ald. NELSON seconded by Ald. COUTURE,

That said report be amended so as to award the contract for hose in equal parts, between the Candian Rubber Co., for "Keystone" brand, and to H. K. Martin for "Perfection" brand, and that so amended, said report be adopted.

Said amendment being put, the Council divided:

Yeas: Vallières, Larivière, Robertson, Clearihue, Lévy, Turner, Sadler, Ekers, Gallery, Ames, Bumbray, Nelson, N. Lapointe, Couture, DeSerres, Bastien, Leclair, Paquin and Major—19.

Nays: Dagenais, Lavallée, Robillard, Wilson, L. A. Lapointe, Ricard, Sauvageau, Lemay, Proulx and Duquette—10.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

ORDER OF THE DAY.

22. The order of the day being read to consider a report from the Road Committee to award contract for laying of artificial asphalt pavements to the Sicily Asphaltum Paving Co. a report was brought up and read.

23. The order of the day being read to consider a report from the Road Committee to award contract for laying of

contrat pour la pose des pavés en asphalte de roche à Laurin & Leitch, le rapport est soumis et lu.

Sur proposition de M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin TURNER, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient adoptés.

24. L'ordre du jour étant lu pour prendre en considération un rapport de la Commission de la Voirie pour accorder le contrat pour la pose de pavés en pierre à MM. Laurin & Leitch, le rapport est soumis et lu.

Sur proposition de M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin TURNER, il est

Résolu: Que ledit rapport soit adopté (M. l'échevin Clearihue dissident.)

25. L'ordre du jour étant lu pour prendre en considération un rapport de la Commission de la Voirie pour accorder le contrat pour la fourniture de la poussière inorganique, ce rapport est soumis et lu.

26. L'ordre du jour étant lu pour prendre en considération un rapport de la Commission de la Voirie pour accorder le contrat pour la pose des trottoirs en asphalte à la Sicily Asphaltum Paving Co., ce rapport est soumis et lu.

27. L'ordre du jour étant lu pour prendre en considération un rapport de la Commission de la Voirie pour accorder le contrat pour la pose de pavage en asphalte et en pierre à la Sicily Asphaltum Paving Co., ce rapport est soumis et lu.

28. L'ordre du jour étant lu pour prendre en considération un rapport de la Commission de la Voirie pour accorder le contrat pour la fourniture des blocs de granit à la Sicily Asphaltum Paving Co., ce rapport est soumis et lu.

Sur proposition de M. l'échevin LARIVIERE, appuyé par M. l'échevin TURNER, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient adoptés.

Sur proposition de M. l'échevin VALLIERES, appuyé par M. l'échevin CLEARIHUE,

Le Conseil s'ajourne.

L.-O. DAVID,

Greffier de la Ville.

RENE BAUSET,

Asst.-Greffier de la Ville.

COMMISSION DE LA VOIRIE

*Compte-rendu de l'assemblée du 15 mai
(assemblée ajournée)*

Sont présents: MM. les échevins Larivière, président, Turner, Gallery, N. Lapointe, Ames, Bastien et Leclair.

REQUETES, ETC.

—De M. Lyman Mills, demandant que le trottoir soit réparé du côté Est de la rue Saint-Urbain, de la rue Sainte-Catherine à la rue DeMontigny.

Référée à l'inspecteur de la Ville pour un rapport à la prochaine assemblée.

—De M. A. Lamothe, 158 rue Centre, demandant que le pavage soit élevé au niveau voulu sur la rue Centre vis-à-vis les Nos 154 à 160.

Référée à l'inspecteur de la Ville pour rapport à la prochaine assemblée.

—De M. l'échevin J.-H. Paquin, demandant un trottoir permanent sur le côté Est de la rue Saint-Denis, de la rue Boucher au No. 1635.

Référée à l'inspecteur de la Ville pour rapport à la prochaine assemblée.

—De M. P. Ryan, propriétaire de l'hôtel Waldorf, rue Windsor, demandant la pose d'un trottoir permanent devant sa propriété.

Référée à l'inspecteur de la Ville pour rapport à la prochaine assemblée.

—De M. Louis P. Saint-Louis, demandant un trottoir permanent vis-à-vis les Nos 582 à 594 rue Plessis.

Référée à l'inspecteur de la Ville pour rapport à la prochaine assemblée.

—De la compagnie de Téléphone de Bellechasse, au sujet de l'introduction du système de cette compagnie dans la Ville.

Résolu: Que la question soit référée à une sous-commission

rock asphalt pavements to Laurin & Leitch a report was brought up and read.

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. TURNER, it was

Resolved: That said reports be adopted.

24. The order of the day being read to consider a report from the Road Committee to award contract for laying of block stone to Laurin & Leitch a report was brought up and read.

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. TURNER, it was

Resolved: That said report be adopted (Ald. Clearihue dissenting.)

25. The order of the day being read to consider a report from the Road Committee to award contract for the supply of inorganic dust to Laurin & Leitch, a report was brought up and read.

26. The order of the day being read to consider a report from the Road Committee to award contract for asphalt sidewalks to Sicily Asphaltum Paving Co., a report was brought up and read.

27. The order of the day being read to consider a report from the Road Committee to award contract for laying of asphalt and block paving to Sicily Asphaltum Paving Co., a report was brought up and read.

28. The order of the day being read to consider a report from the Road Committee, to award contract for the supply of granite blocks to the Sicily Asphaltum Paving Co., a report was brought up and read.

On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. TURNER, it was

Resolved: That said reports be adopted.

On motion of Ald. VALLIERES, seconded by Ald. CLEARIHUE,

The Council adjourned.

L. O. DAVID,

City Clerk.

RENE BAUSET,

Asst. City Clerk.

ROAD COMMITTEE

Report of Adjourned Meeting held the 15th of May.

Present: Ald. Larivière chairman, Turner, Gallery, N. Lapointe, Ames, Bastien and Leclair.

PETITIONS, ETC.

—From Mr. Lyman Mills, requesting that the sidewalk be repaired on the east side of St. Urbain street, from St. Catherine street to DeMontigny street.

Referred to City Surveyor for a report for next meeting.

—From Mrs. A. Lamothe, 158 Centre street, requesting that the pavement be raised to the proper level on Centre street opposite Nos 154 to 160.

Referred to City Surveyor for a report for next meeting.

—From Ald. J. H. Paquin, applying for a permanent sidewalk on St. Denis, east side, from Boucher street to No. 1635.

Referred to City Surveyor for report for next meeting.

—From Mr. P. Ryan, proprietor of the Waldorf Hotel, Windsor street, applying for a permanent sidewalk in front of his premises.

Referred to City Surveyor for report for next meeting.

—From Mr. Louis P. St. Louis, applying for a permanent sidewalk opposite Nos. 582 to 594 Plessis street.

Referred to City Surveyor for report for next meeting.

—From "La Compagnie de Téléphone de Bellechasse", anent introduction of said company's system into the City.

Resolved: That the matter be referred to a sub-committee

composée du président et de MM. les échevins Ames et N. Lapointe, et qu'une réponse soit transmise à la compagnie en conséquence.

—De la corporation de Westmount demandant que le chemin de l'avenue Atwater soit réparé.

Résolu: Que l'inspecteur de la Ville soit chargé de s'assurer si la corporation de Westmount a retiré son opposition à la pose de la voie des chars urbains sur l'avenue Atwater.

—Des propriétaires intéressés de la rue Fullum, de la rue Prince George à la rue Larivière, demandant d'être exemptés du paiement pour la construction de l'égout sur la rue Harmony, l'égout en question n'étant d'aucune utilité pour eux, vu que leurs propriétés égoutent dans l'égout de la rue Fullum.

Résolu: Que la question soit référée à une sous-commission composée du président et de MM. les échevins Bastien et Leclaire, afin qu'ils voient s'il est opportun d'amender le règlement concernant la construction des égouts.

—De propriétaires et locataires intéressés, demandant que le nom de la rue Craig ne soit pas changé.

Résolu: Que cette requête soit annexée au rapport maintenant devant le Conseil, rapport qui traite cette question.

—De propriétaires et locataires intéressés, demandant que le Champ-de-Mars soit arrosé régulièrement pour abattre la poussière.

Référée à la Commission des Parcs et Traverses.

—De M. Jacques Grenier fils disant qu'il a besoin de huit douzaines de limes assorties pour l'atelier pour l'année 1905.

Résolu: Que MM. Rougier Frères soient requis de faire une soumission pour la fourniture des limes "chrome."

—De M. F.-E. Fontaine, offrant de la pierre de banc noir, non cassée, à 60 cents la tonne, la Ville devant faire le charoyage.

Résolu: D'autoriser l'inspecteur de la Ville à acheter de la pierre de banc noir, au besoin, et là où il pourra acheter de la manière la plus avantageuse.

—De la Barber Asphalt Paving Co., demandant à la Ville de faire faire les réparations nécessaires aux pavages en asphalte, pour lesquels la compagnie est responsable et en charger le coût à ladite compagnie.

Résolu: D'accéder à cette demande de la Barber Asphalt Paving Co., et que de plus, la compagnie soit requise de surveiller le mesurage des réparations, afin d'éviter les différends.

—Il est

Résolu: Qu'un rapport soit fait au Conseil recommandant l'acceptation de l'avenue Bagg de la rue Saint-Laurent à la rue Saint-Urbain, dans le quartier Saint-Laurent, et ce, sans condition et à titre gratuit de la part de la succession Bagg.

RAPPORTS

—Soumis le rapport de l'inspecteur de la Ville, déclarant qu'il en coûtera \$3,500 pour macadamiser la rue Centre, de la rue d'Argenson à l'avenue Atwater.

Déposé sur le bureau.

Vu le rapport de l'inspecteur de la Ville, il est

Résolu: Que rapport soit fait au Conseil qu'un crédit de \$75.00 soit voté pour compléter l'égout de la rue Saint-Christophe, au sud de la rue Sherbrooke.

Vu le rapport de l'inspecteur de la Ville, il est

Résolu: Qu'un rapport soit fait au Conseil recommandant que la somme de \$702.73 soit votée pour payer le compte dû à la compagnie des tramways de Montréal pour les réparations à sa voie, nécessitées par la construction d'égouts dans la rue Guy et aussi dans la Côte du Beaver Hall.

—Soumis le rapport de l'inspecteur de la Ville au sujet de la réclamation de M. Joseph Gravel, pour l'excavation faite sur la rue DeMontigny, pour les fins d'égouttage, et comme l'égout n'atteignait pas le point où la tranchée a été pratiquée, il réclame \$40.00 de dommages pour ce travail inutile.

Référé au département des Réclamations.

—Soumis le rapport de l'inspecteur de la Ville, au sujet de l'offre de M. James Sutherland, offrant de vendre au prix de l'évaluation actuelle, une lisière de terre à la tête de la rue Simpson.

Résolu: Que M. Sutherland fasse son plus bas prix pour le terrain en question.

—Sonmise l'opinion des avocats de la Ville, déclarant que les personnes intéressées doivent en leur propre nom, faire valoir leurs recours pour les dommages causés par les opérations de mines dans la carrière contigue à la rue Bréboeuf.

composed of the chairman and Ald. Ames and N. Lapointe, and that an answer be forwarded to the company accordingly.

—From the corporation of Westmount, requesting that the roadway of Atwater avenue be repaired.

Resolved: That the City Surveyor be instructed to ascertain if the corporation of Westmount has withdrawn its opposition to the laying of street car tracks on Atwater avenue.

—From interested proprietors on Fullum street, from Prince George street to Larivière street, requesting exemption from payment of sewer constructed in Harmony street, which is of no use to them as their properties are drained into the Fullum street sewer.

Resolved: That the matter be referred to a sub-committee composed of the chairman and Ald. Bastien and Leclaire to consider the advisability of amending the by-law regarding the construction of sewers.

—From interested proprietors and tenants praying that the name of Craig street be not changed.

Resolved: That said petition be annexed to the report before Council dealing with the same subject.

—From interested proprietors and tenants, requesting that Champ-de-Mars be sprinkled regularly with water to lay the dust.

Referred to Parks and Ferries Committee.

—From Mr. Jacques Grenier, jr., stating that about 8 doz. of assorted files are required for use at the workshop during the year 1905.

Resolved: That Messrs. Rougier Frères be requested to submit quotations for the supply of "chrome" files.

—From Mr. F. E. Fontaine, offering unbroken banc noir stone at 60 cents per ton; the City to do the carting.

Resolved: That the City Surveyor be authorized to purchase banc noir stone according to requirements, and wherever he can do so to the best advantage.

—From the Barber Asphalt Paving Co., requesting that the City make the necessary repairs to the asphalt pavements for which said company is responsible and charge the cost of the work to the company.

Resolved: That said request of the Barber Asphalt Paving Co., be acceded to and further more that said company be requested to supervise the measurements of the repairs in question so as to avoid disputes.

—It was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that Bagg avenue, running from St. Lawrence street to St. Urbain street in St. Lawrence ward, be accepted unconditionally and gratuitously from the estate Bagg.

REPORTS.

—Submitted the City Surveyor's report stating that it will cost \$3,500.00 to macadamize Centre street, from d'Argenson street to Atwater avenue.

Laid on the table.

—On the report of the City Surveyor, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that the sum of \$75.00 be appropriated to complete the sewer in St. Christophe street, south of Sherbrooke street.

—On the report of the City Surveyor, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that the sum of \$702.73 account due Montreal Street Railway Company be paid for repairs necessitated to tracks by sewerage construction in Guy street, and also in Beaver Hall hill.

—Submitted the City Surveyor's report anent the claim of Mr. Joseph Gravel for excavating a trench in DeMontigny street for drainage purposes, and as the sewer did not extend to the point where the trench was cut, he claims \$40.00 for useless labor.

Referred to Claims Department.

—Submitted the City Surveyor's report anent the offer of Mr. James Sutherland to sell at its present assessed value, a strip of land at the head of Simpson street.

Resolved: That Mr. Sutherland be requested to state the lowest price which he would be willing to accept for the land in question.

—Submitted the City Attorney's opinion to the effect that interested persons must seek redress in their own names for damages caused by blasting operations in the quarry contiguous to Bréboeuf street.

—*Résolu*: Que Madame Harris qui a porté plainte, au sujet du danger qu'offre l'exploitation de la carrière en question, soit informée du fait que la Ville ne peut intervenir.

—Il est

Résolu: Que rapport soit fait au Conseil pour changer la route suivie par les chars Windsor et Saint-Laurent, conformément à la résolution adoptée par cette Commission, le 14 avril, 1905.

—Vu le rapport du Bureau de Santé, il est

Résolu: Qu'un rapport soit fait au Conseil recommandant d'autoriser la Commission de la Voirie à faire construire un égout dans la rue Boyer, de la rue Saint-Zotique jusqu'aux limites nord de la Ville.

—Vu le rapport du Bureau de Santé, il est

Résolu: Qu'un rapport soit fait au Conseil recommandant d'autoriser la Commission de la Voirie à faire construire un égout dans la rue Resther, de la rue Bienville à la rue Gilford.

—Vu le rapport du Bureau de Santé, il est

Résolu: Qu'un rapport soit fait au Conseil recommandant d'autoriser la Commission de la Voirie à faire construire un égout dans la rue Déséry, entre les rues Sherbrooke et Hochelaga.

—Soumis et lu le rapport de l'inspecteur de la Ville au sujet du danger qu'offre l'exploitation de la carrière en question la permission de suspendre ses tuyaux de fer vissés sous le pont qui traverse la voie du C. P. R. sur la rue Sainte-Catherine.

Après sérieuse considération, il est

Résolu: Qu'un rapport soit fait au Conseil recommandant l'octroi de la permission à la "Bell Telephone Co." de suspendre ses tuyaux de fer (contenant des cables métalliques), de la rue Sainte-Catherine, pourvu que l'ouvrage soit fait suivant le plan soumis, et sous la surveillance de l'inspecteur de la Ville et à sa satisfaction, et de plus, que la compagnie prenne la responsabilité de tous dommages pouvant être causés aux personnes ou aux propriétés, par suite de la construction, réparation ou de l'existence desdits tuyaux.

La compagnie ne devra se servir que de fils isolés, et la Ville sera nullement responsable du dommage ou de la destruction desdits tuyaux ou fils, par le feu ou autrement.

Les conditions ci-dessus devront être mentionnées dans un acte notarié.

—Soumis et lu le rapport de l'inspecteur de la Ville, au sujet de l'application de la "Bell Telephone Co." pour le permis de poser des conduits souterrains dans certaines rues.

Résolu: D'accorder la permission à la "Bell Telephone Co." de poser des conduits souterrains dans la rue Sainte-Catherine, de l'avenue DeLorimier à la rue Seaver, de la rue Sainte-Catherine jusqu'à la rue Seaver, aux limites Est de la Ville.

Dans l'avenue Papineau, de la rue Sainte-Catherine à la rue Ontario.

Notre-Dame, de Gosford à Lacroix.

Saint-François-Xavier, de la rue de l'Hôpital à Saint-Paul.

Duke, d'Ottawa à Common.

Saint-Antoine, de Craig à Windsor.

Windsor, de Saint-Antoine à Donegana.

Notre-Dame, de Guy à Fulford.

Wellington, de Centre à Congrégation.

Saint-Antoine, de Guy à Seigneurs.

Saint-Mathieu, de Sainte-Catherine à la ruelle au sud de la rue Sherbrooke.

Dorchester, de Fort à Pacifique.

Sherbrooke, de Shuter à Université.

La compagnie devant déposer \$10,440.00 pour garantir la restauration du pavage,

Et de plus, que la compagnie soit requise de faire des arrangements pour que les ouvertures soient réparées par la Ville et le coût de l'ouvrage pris sur le montant dudit dépôt.

Sur proposition de M. l'échevin Ames, il est

Résolu: Qu'un rapport soit fait au Conseil recommandant de faire poser un pavage permanent, immédiatement sur la rue Peel, de la rue Sainte-Catherine à la rue Sherbrooke; la moitié de ce pavage devant être payé par la Ville et l'autre moitié par les propriétaires, suivant les conditions de leur requête (excepté quant à ce qui concerne la circulation des voitures lourdes) de la rue Sainte-Catherine à la rue Burnside, le pavage en macadam bitumineux devant être employé sur une fondation de 10 pouces de béton, et la

Resolved: That Mrs. Harris who has complained of the danger caused by the operation of the quarry in question, be informed that the City cannot interfere.

—It was

Resolved: That a report be made to Council to amend the Windsor and St. Lawrence street car route in conformity with the resolution adopted by the Committee on the 14th April, 1905.

—On the report of the Board of Health, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that the Road Committee be authorized to have a sewer constructed in Boyer street, from St. Zotique street to northern City limits.

—On the report of the Board of Health, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that the Road Committee be authorized to have a sewer constructed in Resther street, from Bienville street to Gilford street.

Resolved: That a report be made to Council recommending that the Road Committee be authorized to have a sewer constructed in Desery street between Sherbrooke and Hochelaga streets.

—Submitted and read the City Surveyor's report anent the application of the Bell Telephone Company for permission to suspend threaded iron pipes under the bridge crossing the C. P. R. tracks on St. Catherine street.

After mature deliberation, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that permission be granted to the Bell Telephone Company to suspend threaded iron pipes (containing wire cables) from the St. Catherine street bridge, on condition that the work be done according to the plan submitted, and under the supervision of the City Surveyor and to his satisfaction and furthermore that the Company shall assume all responsibility for the damages to person or property caused by the construction, maintenance, repair or existence of said pipes. The company shall use only insulated wires and the City shall not be responsible for the damages or destruction of said pipes or wires by fire or otherwise. Said conditions to be incorporated in a notarial deed.

—Submitted and read the City Surveyor's report concerning the application of the Bell Telephone Company for permission to lay underground conduits in certain streets.

Resolved: That permission be granted to the Bell Telephone Company to lay underground conduits in St. Catherine street, from DeLorimier avenue to Seaver street.

Do Do Do Seaver street to Eastern City limits.

Papineau avenue, from St. Catherine to Ontario.

Notre-Dame, from Gosford to Lacroix.

St. François-Xavier, from Hospital to St. Paul.

Duke, from Ottawa to Common.

St. Antoine, from Craig to Windsor.

Windsor, from St. Antoine to Donegain.

Notre-Dame from Guy to Fulford.

Wellington, from Centre to Congregation.

St. Antoine, from Guy to Seigneurs.

St. Matthew, from St. Catherine to lane south of Sherbrooke.

Dorchester, from Fort to Pacific.

Sherbrooke, from Shuter to University.

The company to deposit \$10,440.00 to guarantee the restoration of the pavements.

And furthermore that the company be requested to make arrangements so that the cuts be repaired by the City, and the cost of the work deducted from amount of deposit.

—On motion of Ald. Ames, it was

Resolved: That a report be made to Council recommending that Peel street, from St. Catherine street to Sherbrooke street be immediately permanently paved; one half cost to be paid by City and the other half by the proprietors in accordance with the conditions of their petition (except in so far as the question of heavy traffic is concerned), the street from St. Catherine street to Burnside street to be bituminous ma-

partie de la rue Burnside jusqu'à la rue Sherbrooke devant être en asphalte.

—Sur réquisition de M. F.-E. Grothé, entrepreneur, il est décidé de lui renouveler le permis de placer des matériaux de construction sur le trottoir pendant quinze jours au No 62 rue Saint-Laurent.

—Il est

Résolu: Qu'un rapport soit fait au Conseil recommandant la pose des trottoirs permanents suivants, suivant les dispositions de la charte de la Ville:

Des deux côtés de l'avenue Seymour, de Dorchester à Tupper, en ciment.

Côté nord de l'avenue Champagne, d'Iberville à Poupart en dalles et goudron.

No 350 rue Fullum en dalles et goudron.

Côté ouest de Fullum, de Sainte-Catherine à la ruelle, au nord en dalles et goudron.

Côté nord de Saint-Paul, de Evans Court à Saint-Nicolas en dalles et goudron.

Côté nord de Saint-Jacques, de Canning à Dominion en dalles et goudron.

Des deux côtés de Windsor et de Saint-Jacques à Saint-Antoine en dalles et goudron.

Côté Est de l'avenue Hôtel-de-Ville, de Prince-Arthur à l'avenue des Pins, de l'avenue Laval à l'avenue Hôtel-de-Ville en dalles et goudron.

Des deux côtés de Sanguinet, de Marie-Anne à l'avenue Mont-Royal, en dalles et goudron.

Rue Bourgeois, de Wellington au No 427, en dalles et goudron.

No 915 Wellington, en dalles et goudron.

Côté sud de la rue Youville, de Saint-Pierre à la rue McGill, en dalles et goudron.

Côté sud de la rue Tupper, de Seymour à Sussex en dalles et goudron.

Coin sud-est des avenues Laval et des Pins, en dalles et goudron.

Côté ouest de Saint-Charles-Borromée, de Sainte-Catherine à Sherbrooke, en dalles et goudron.

Rues Favard, Madeleine et Bourgeois, vis-à-vis l'école, en dalles et goudron.

Rue Wellington, du No 634 à l'avenue Ash, en dalles et goudron.

Côté sud de Wellington, de Madeleine à Bourgeois, en dalles et goudron.

Des deux côtés de la rue Victoria, de Sainte-Catherine à Burnside, en dalles et goudron.

Des deux côtés de la rue Colborne, de Wellington à Notre-Dame, en dalles et goudron.

Côté ouest de la rue Berri, de Cherrier à Roy, en dalles et goudron.

Ajournement.

J.-H. DILLON,
Secrétaire.

COMMISSION DE L'INCINERATION

*Compte-rendu de l'assemblée du 15 mai
(assemblée ajournée)*

Sont présents: MM. les échevins Lavallée, président, Duquette, Wilson, Gallery, Lemay, Turner et Ricard.

—*Résolu*: Que M. Ed. Gaumartin, soit promu à la charge d'inspecteur et pourvoyeur du Département de l'Incineration.

—Soumis un protêt de MM. J.-A. Macautel et P. Trudel, au sujet de la ruelle en arrière des Nos 489 à 511 de l'avenue Mont-Royal.

Déposé sur le bureau et instruction est donné au surintendant d'attacher à ce protêt son rapport sur l'état de la ruelle aux dates indiquées dans ledit protêt.

—Soumise et lue une lettre de MM. Sessenwein Bros. offrant de vendre des rails, à raison de \$25.00 la tonne.

Déposée sur le bureau pour étude.

cadam on a 10 inch concrete foundation and that part from Burnside to Sherbrooke to be in asphalt.

—At the request of Mr. F. E. Grothé contractor, it was decided to renew the permit to place building material on the sidewalk for fifteen days at No. 62 St. Lawrence street.

—It was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the following permanent sidewalks be constructed in accordance with the provisions of the City Charter.

Both sides of Seymour avenue, from Dorchester to Tupper, in cement.

North side of Champagne avenue, from Iberville to Poupart, in flagstone and coaltar.

No. 350 Fullum street in flagstone and coal tar.

West side of Fullum street, from St. Catherine to lane north in flagstone and coaltar.

North side of St. Paul street, from Evans Court to St. Nicholas and coaltar.

North side of St. James street, from Cannin to Dominion street in flagstone and coaltar.

Both sides of Windsor street, from St. James to St. Antoine, in flagstone and coaltar.

East side of Hôtel de Ville avenue, from Prince Arthur to Pine and south side of Pine avenue, from Laval to Hôtel de Ville avenue, in flagstone and coaltar.

Both sides of Sanguinet, from Marie-Anne street to Mount-Royal avenue in flagstone and coaltar.

Bourgeois street, from Wellington to No. 427 in flagstone and coaltar.

No. 195 Wellington street in flagstone and coaltar.

South side of Youville street, from St. Peter street to McGill street in flagstone and coaltar.

South side of Tupper street, from Seymour to Sussex in flagstone and coaltar.

South east corner of Laval and Pine ave., in flagstone and coaltar.

West side of St. Charles-Borromée street, from St. Catherine to Sherbrooke in flagstone and coaltar.

Favard, Magdalen and Bourgeois streets, opposite school in flagstone and coaltar.

Wellington street, from No. 634 to Ash avenue, in flagstone and coaltar.

South side of Wellington street, from Magdalen to Bourgeois in flagstone and coaltar.

Both sides of Victoria street, from St. Catherine to Burnside in flagstone and coaltar.

Both sides of Colborne street, from Wellington street, to Notre-Dame street in flagstone and coaltar.

West side of Berri street, from Cherrier to Roy streets in flagstone and coaltar.

Adjourned.

J. H. DILLON,
Secretary.

INCINERATION COMMITTEE

Report of Meeting held the 15th of May.

Present: Ald. Lavallée, chairman, Duquette, Wilson, Gallery, Lemay, Turner and Ricard.

—*Resolved*: That Mr. Ed. Gaumartin be promoted to the position of inspector and supply officer of the Incineration Department.

—Submitted a protest from Mr. J. A. Macautel and Mr. P. Trudel, anent the lane in rear of Nos. 489 to 511 Mount-Royal avenue.

Laid on the table and instructions were given the superintendent to annex to said protest his report on the state of the lane at the dates mentioned in the protest.

—Submitted and read a letter from Messrs. Sessenwein Bros., offering to sell rails at the rate of \$25.00 per ton.

Laid on the table for consideration.

—Soumise et lue une lettre de M. J.-E.-A. Biron, surintendant des Marchés, disant que les entrepreneurs de l'enlèvement des charognes négligent d'enlever les débris de volailles du marché Bonsecours.

Résolu: D'informer le surintendant des Marchés que du bran de scie et des plumes sont mêlés en grande quantité aux débris de volailles, et que pour cette raison, les entrepreneurs refusent de faire l'enlèvement, qu'avec un peu plus de surveillance de la part des officiers du département des Marchés, il serait facile d'empêcher les commerçants d'agir ainsi, et alors la Commission de l'Incinération pourrait forcer les entrepreneurs à se conformer à toutes les clauses et conditions du contrat intervenu entre eux et la Ville.

—Soumise et lue une lettre de M. l'échevin Proulx, recommandant fortement M. Alfred Damphousse pour une position dans le département de l'Incinération.

Résolu: D'informer M. l'échevin Proulx que cette Commission fera tout en son pouvoir pour donner de l'emploi à son protégé aussitôt qu'il y aura une vacance ou qu'une position nouvelle sera créée.

—Soumis un certificat du Dr Laurier au sujet de l'absence d'un employé du nom de Henri Charland pour cause de maladie.

Déposé sur le bureau.

—Soumises et lues les lettres suivantes:

1. De M. A.-D. Désormeaux pour le privilège de ramasser les objets de rebuts sur les dépotoirs.

2. De MM. A. Ellison pour le même privilège.

Déposées sur le bureau, pour étude.

—Soumise et lue une lettre d'un ex-employé du nom de Arthur Maisonneuve demandant sa réinstallation.

Résolu: D'autoriser le surintendant à lui donner du travail comme homme de réserve s'il le juge à propos.

—Soumis et lus les rapports suivants:

1. Du contremaître Desjardins informant le surintendant que le forgeron Gariépy s'est enivré.

2. De M. J.-B. Chênevert, assistant-surintendant sur le même sujet.

Résolu: D'avertir M. Gariépy que la prochaine fois qu'il sera rapporté pour ivresse il sera destitué et qu'il ne sera réinstallé pour aucune considération.

3. Du contremaître Lacombe au sujet d'un employé du nom de Jos. Rochon qui s'est cru par erreur, renvoyé du service pour insubordination, par le contremaître susdit.

Déposé sur le bureau.

4. Du contremaître Rouleau, au sujet d'un accident arrivé à la voiture No 52.

Déposé aux archives.

—Le président soumet une lettre qu'il a reçue de M. J.-F. Alexander, 2358 rue Sainte-Catherine, demandant que le département de l'Incinération enlève de sa place d'affaires plus que deux barils de déchets et de cendres à chaque ronde ainsi que la réponse qu'il a transmise à M. Alexander au sujet de sa demande.

Approuvé.

—Soumise et lue une lettre de M. J.-H. Lauer, secrétaire de l'Association des constructeurs au sujet de l'opportunité de paver toutes les ruelles de la Ville.

Déposée sur le bureau.

—Soumises et lues des lettres de la Clinton Foundry Machine Company et de la Horsfall Destructor Coy., offrant de vendre des machines pour incinérer les déchets.

Déposées sur le bureau.

—Au sujet des vacances des employés du département, il est

Résolu: D'autoriser le surintendant à suivre les instructions et la méthode tracées à ce sujet par la Commission l'année dernière.

—Sur l'avis du Dr Maurice, M.V., du Département, il est

Résolu: D'autoriser le surintendant à vendre à l'encan public 5 chevaux qui ne sont plus utiles, et à mettre en pacage certains jeunes chevaux fatigués.

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

—Submitted and read a letter from Mr. J. E. A. Biron, markets superintendent, saying that the contractors for the removal of dead animals neglected to remove the intestines of fowls on Bonsecours market.

Resolved: To inform the market superintendent that sawdust and feathers were mixed up in large quantities with the fowls intestines, and for that reason, the contractors refused to remove same. It was explained that with a little more care on the part of the officers of the market department, it would be an easy matter to prevent the traders acting as they were doing in the matter. If a change were made, the Incineration Department would force the contractors to submit to the terms and conditions of the contract passed between them and the City.

—Submitted and read a letter from Ald. Proulx, strongly recommending M. Alfred Damphousse, for a position in the Incineration Department.

Resolved: To inform Ald. Proulx that the Committee will do their utmost to give employment to Mr. Damphousse, as soon as there was a vacancy or a new position was created.

—Submitted a certificate from Dr. Laurier anent the absence of an employee named Henri Charland, on account of sickness.

Laid on the table.

—Submitted and read the following letters:

1. From Mr. A. D. Désormeaux, asking for privilege to pick on the dumps.

2. From Mr. A. Ellison for the same privilege.

Laid on the table for consideration.

—Submitted and read a letter from an ex-employee named Arthur Maisonneuve, asking for reinstatement.

Resolved: To authorize the superintendent to give him work as spare man if he deems it advisable.

—Submitted and read the following reports:

1. From foreman Desjardins, informing the superintendent that blacksmith Gariépy had been found intoxicated.

2. From Mr. J. B. Chênevert, assistant-superintendent on the same subject.

Resolved: To notify Mr. Gariépy that the next time he would be reported for intoxication, he would be dismissed and that he would not be reinstated on consideration whatsoever.

3. From foreman Lacombe anent an employee named Jos. Rochon, who through an error, thought he was dismissed for insubordination by said foreman.

Laid on the table.

4. From foreman Rouleau, anent an accident to waggon No. 52.

Fyled for record.

The Chairman submitted a letter, received from Mr. J. F. Alexander, 2358 Ste. Catherine street, asking that the Incineration Department remove from his business premises more than two barrels of house offal and ashes at each round, also the answer the chairman had made to Mr. Alexander regarding said request.

Approved.

—Submitted and read a letter from Mr. J. H. Lauer, secretary of the Builders Association, anent the subject of paving all the lanes of the City.

Laid on the table.

—Submitted and read letters from the Clinton Foundry Machine Company, and from the Horsfall Destructor Coy., offering to sell incinerating machines.

Laid on the table.

Concerning the holidays of this department's employees, it was

Resolved: To authorize the superintendent to follow the instructions and the method laid out by the Committee on this matter, last year.

—On the advice of Dr. Maurice, V.S., of the Department, it was

Resolved: To authorize the superintendent to sell by auction, 5 horses which are useless and to send to pasture certain young horses.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

COMMISSION DES PARCS ET TRAVERSES

Compte-rendu de l'assemblée du 16 mai
(assemblée ajournée)

Sont présents: MM. les échevins Robillard, président, Nelson, Lavallée, Proulx, Ricard et Major.

—Sur proposition de M. l'échevin Nelson, il est

Résolu: Que la résolution adoptée à la dernière assemblée de la Commission, ordonnant la démolition du kiosque situé au coin de la rue Craig et du carré Victoria, soit rapelée et que Madame Chesson, propriétaire dudit kiosque, obtienne le privilège de vendre des bonbons, journaux et rafraichissements sur ledit carré Victoria, pour un an, à compter du 1er mai courant, pourvu qu'elle fasse réparer et peindre convenablement son kiosque, et aussi qu'elle paie \$10.00 d'avance à la Ville, pour ce privilège. Madame Chesson devra se conformer aux conditions qui lui sont imposées, avant le 1er juin, autrement la résolution ci-dessus sera annulée.

—Sur réquisition de M. l'échevin Leclaire, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil demandant qu'un trottoir soit construit sur l'avenue Mont-Royal, côté sud, de l'avenue du Parc à l'avenue Esplanade.

—Une délégation de la Société d'Horticulture, composée de MM. Geo. Robinson, président, Jas. Bennet, Alfred Wilshire, A. Pinoteau et J. Henderson, se présente devant la Commission et informe les membres que la prochaine convention des Horticulteurs de la Puissance sera tenue à Montréal, et elle demande que ceux qui feront partie de ladite convention soient reçus par la Ville.

Résolu: De demander au Comité de Réception de bien vouloir accéder à cette demande.

—M. Arthur Ware se présente devant la Commission et offre de payer à la Ville \$400 pour l'usage de la partie nord de la ferme Fletcher pendant deux jours, pour y exhiber un cirque.

Référée à M. l'échevin Proulx et au surintendant du parc Mont-Royal.

—Soumis un rapport de M. Pinoteau, surintendant des squares, *re* chenilles.

Déposé aux archives.

—Soumise une lettre de M. G. A. Farmer, de la part des écuyers de Montréal, demandant à la Commission des Parcs de se charger des réparations et de l'entretien de la piste pour les chevaux de selle, sur le parc Mont-Royal.

Référée au surintendant avec instruction de faire à ce sujet ce que bon lui semblera.

—Soumise une lettre de l'Association d'Exposition Industrielle de Montréal faisant application pour la permission de se servir de l'île Sainte-Hélène, pour y tenir des expositions annuelles.

Résolu: D'informer ladite association que leur demande sera prise en sérieuse considération dès que le gouvernement fédéral aura répondu à la demande de la Ville pour la concession complète de l'île Sainte-Hélène.

—M. l'échevin Lavallée attire l'attention de la Commission sur les dégâts commis dans quelques-uns des carrés publics, surtout dans le carré Parthenais, et il propose qu'un rapport soit fait au Conseil, demandant de donner instruction à tous les officiers de police de donner une attention particulière aux parcs de la Ville.

—Soumise une lettre de MM. Beaudin, Loranger & Saint-Germain, de la part de Mme Arcade Dépatie, offrant un règlement en rapport avec le carrousel de l'île Sainte-Hélène.

Référée à une sous-commission composée du président, M. l'échevin Robillard, et de MM. les échevins Walsh, Ricard et Major, avec instruction de se consulter avec les avocats de la Ville afin d'en arriver à un règlement, si possible.

Ajournement.

JULES CREPEAU,
Secrétaire.

PARKS AND FERRIES COMMITTEE

Report of Adjourned Meeting held the 16th of May.

Present: Ald. Robillard, chairman, Nelson, Lavallée, Proulx, Ricard and Major.

—On motion of Ald. Nelson, it was

Resolved: That the resolution adopted at the last meeting of this Committee ordering the demolition of the kiosk situated at the corner of Craig street and Victoria square, be repealed, and that Mrs. Chesson, proprietor of said kiosk, be granted for one year to be computed from the 1st of May inst, the privilege of selling candies, newspapers and refreshments on said Victoria square, provided her kiosk is properly repaired and painted, and provided also that she pays to the City \$10.00 in advance for said privilege.

Mrs. Chesson to comply with the conditions imposed upon her before the 1st June, otherwise the above resolution shall be cancelled.

—At the request of Ald. Leclaire, it was

Resolved: To report to Council, asking that a sidewalk be built on Mount-Royal avenue, south side, from Park avenue to Esplanade avenue.

—A delegation of the Horticultural Society, composed of Messrs. Geo. Robinson, chairman, Jas. Bennet and Alfred Wilshire, A. Pinoteau and J. Henderson, appeared before the Committee, and informed the members that the next convention of the Horticulturists of the Dominion will be held in Montreal, and they requested that those who will take part in said convention be entertained by the City.

Resolved: To ask the Reception Committee to kindly grant this request.

—Mr. Arthur Ware appeared before the Committee and offered to pay to the City \$400 for the use of the north part of Fletcher's Field for two days' time to hold a circus.

Referred to Ald. Proulx and to the superintendent of Mount-Royal park.

—Submitted a report of Mr. Pinoteau, superintendent of squares, *re* tussock moth.

Fyled for record.

—Submitted a letter from Mr. G. A. Farmer, on behalf of the riders of Montreal, asking the Parks Committee to assume charge of the repairing and keeping in order of the track and bridle paths on Mount-Royal park.

Resolved: That the same be referred to the superintendent to do what he may deem advisable in the premises.

—Submitted a letter from the Montreal Industrial Exhibition Association, applying for the use of St. Helen's Island for the holding of annual exhibitions.

Resolved: To inform said association that their request will be taken in serious consideration as soon as the Federal Government shall have replied to the City's request for the grant of the whole of St. Helen's Island.

Ald. Lavallée drew the attention of the Committee to the depredations which are committed in some of the squares and especially in Parthenais square, and he moved that a report be made to the Council, asking that the Police Committee be requested to instruct all police officers to give special attention to the parks of the City.

—Submitted a letter from Messrs. Beaudin, Loranger & St. Germain on behalf of Mrs. Arcade Dépatie, offering a settlement in connection with the Merry-Go-Round in St. Helen's Island.

Referred to a sub-committee composed of the chairman, Ald. Robillard, Ald. Walsh, Ricard and Major, with instruction to consult with the City Attorneys in order to arrive at a settlement, if possible.

Adjourned.

JULES CREPEAU,
Secretary.

CONSEIL MUNICIPAL

ASSEMBLEE SPECIALE DU 22 MAI

ORDRE DU JOUR

RAPPORTS

1. *Voirie*.—Pour modifier la route de la rue Windsor.
2. *Aqueduc*.—(1) Pour ratifier adjudication du contrat pour pompe à vapeur à la maison Hawthorne Davey, de Leeds, Ang.; (2) Soumettant rapport du surintendant *re* pompe pour la station du bas niveau.

REGLEMENTS

3. 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement pour prévenir les incendies et les accidents. (Robertson)
4. 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement *re* fonds de pension pour les employés municipaux (Vallières.)
5. 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement amendant les règlements *re* Cie du Chemin de fer Terminal (L.-A. Lapointe.)
6. 1^{ère}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement *re* inspection du poisson, des légumes, etc. (Dagenais.)
7. 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement régissant l'usage des automobiles dans le parc Mont-Royal (Nelson.)
8. 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement abrogeant le règlement No 291 *re* bibliothèque publique (Chaussé.)
9. 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement amendant le règlement No 299 concernant le pain (Chaussé.)
10. 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement concernant la circulation dans les rues (Saint-Denis.)
11. 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement amendant le règlement No 270 concernant la voirie (Larivière.)
12. 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement abrogeant le règlement No 281 (Nelson.)
13. 1^{ère}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement amendant le règlement No 315 (Dagenais.)
14. 1^{ère}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement pour défendre la circulation des voitures lourdes dans certaines rues (Lévy.)
15. 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement *re* explosifs. (Robertson.)

MOTION

16. *Vallières*.—Pour amender la règle 63.

REGLEMENTS

17. 1^{ère}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement amendant les règlements Nos 210 *et al.* (Chaussé.)
18. 1^{ère}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement, à l'effet d'empêcher les gens de flâner (Ames.)
19. 1^{ère}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement amendant le règlement No 50 (Vallières.)
20. 1^{ère}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement *re* construction des édifices sur la rue Sainte-Catherine (Chaussé.)

RAPPORT

21. *Spéciale*.—*Re* sources additionnelles de revenu.

MOTIONS

22. *Bastien*.—Pour amender les cahiers de charges de la ville pour travaux, etc.
23. *Lavallée*.—Pour augmenter les gages des journaliers.

REGLEMENT

24. 1^{ère}, 2^{me} et 3^{me} lectures d'un règlement *re* construction des édifices sur la rue Saint-Antoine (Leclaire.)

RAPPORTS

25. *Voirie*.—Pour permettre à O. H. Tansey de placer des boîtes à déchets dans les rues.
26. *Hygiène et Statistiques*.—*Re* établissement de sanatoria pour le traitement de la tuberculose.

CITY COUNCIL

SPECIAL MEETING OF THE 22nd OF MAY.

ORDER OF THE DAY.

REPORTS.

1. *Road*.—To alter Windsor street route.
2. *Water*.—(1) To ratify contract for steam pump to Hawthorne Davey Co., Ltd., of Leeds, Eng. (2) Submitting report of superintendent *re* pump for low level station.

BY-LAWS.

3. 2nd and 3rd reading of a by-law to prevent fires and accidents. (Robertson.)
4. 2nd and 3rd reading of a by-law *re* Civic Pension Fund (Vallières.)
5. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws *re* Terminal Ry. Co. (L. A. Lapointe.)
6. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* inspection of fish, vegetables, etc. (Dagenais.)
7. 2nd and 3rd reading of a by-law to regulate automobiles in Mount-Royal park (Nelson.)
8. 2nd and 3rd reading of a by-law to repeal by-law No. 291 *re* Public Library. (Chaussé.)
9. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 299 *re* bread. (Chaussé.)
10. 2nd and 3rd reading of a by-law *re* traffic in streets. (St. Denis.)
11. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 270 *re* streets (Larivière.)
12. 2nd and 3rd reading of a by-law to repeal by-law No. 281. (Nelson.)
13. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 315 (Dagenais.)
14. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to prohibit traffic of heavy vehicles on certain streets (Lévy.)
15. 2nd and 3rd reading of a by-law *re* explosives. (Robertson.)

MOTION.

16. *Vallières*.—To amend rule 63.

BY-LAWS.

17. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws Nos. 210 *et al.* (Chaussé.)
18. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to suppress loitering (Ames.)
19. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 50 (Vallières.)
20. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* construction on St. Catherine street (Chaussé.)

REPORT.

21. *Special*.—On additional sources of revenue.

MOTIONS.

22. *Bastien*.—To amend the city's specifications for works, etc.
23. *Lavallée*.—To increase wages of laborers.

BY-LAW.

24. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* construction on St. Antoine street (Leclaire.)

REPORTS.

25. *Road*.—To allow O. H. Tansey to place refuse boxes in streets.
26. *Hygiene and Statistics*.—On the establishment of sanatoria for the treatment of tuberculosis.

REGLEMENTS

- 27. 1ère, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 254 *re* incinération (Lavallée.)
- 28. 1ère, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant les règlements Nos 191, 235 et 241 (Larivière.)
- 29. 1ère, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 74 concernant les barbiers (Saint-Denis.)
- 30. 1ère, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No 103 *re* théâtres (Saint-Denis.)
- 31. 2me et 3me lectures d'un règlement concernant les trottoirs. (Carter.)

MOTIONS

- 32. *Robertson.*—Pour abroger certaines résolutions adoptées le 6 et le 20 mars.
- 33. *Robertson.*—Pour amender le règlement No 130 *re* fumée.
- 34. *Robillard.*—Pour abroger résolution *re* belvédère sur le Mont-Royal.
- 35. *Dagenais.*—Pour amender le règlement No 105.

RAPPORTS

- 36. *Voirie.*—Pour changer le nom de la rue Craig.
- 37. *Voirie.*—Pour changer le nom de la rue Saint-Laurent.
- 38. *Parcs et Traverses.*—Pour convertir en parc une certaine pièce de terrain dans le quartier Sainte-Anne.

REGLEMENTS

- 39. 1ère, 2me et 3me lectures d'un règlement *re* ruelles. (Lavallée.)
- 40. 1ère, 2me et 3me lectures d'un règlement *re* annexion de Saint-Henri. (Lavallée.)

MOTIONS

- 41. *Saint-Denis.*—Pour patenter (*licencier*) les salles à manger.
- 42. *Saint-Denis.*—Pour réglementer les salles de billards.
- 43. *Saint-Denis.*—Pour amender le règlement No 30 concernant le pain.
- 44. *Lévy.*—Pour fermer certaines rues dans les quartiers Saint-Jacques et Papineau.

RAPPORT

- 45. *Aqueduc.*—Pour accorder des contrats pour fourniture de charbon.

MOTION

- 46. *Saint-Denis.*—Pour nommer un inspecteur de gazomètres et d'électromètres.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

BY-LAWS.

- 27. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 254 *re* incineration (Lavallée.)
- 28. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-laws Nos. 191, 235 and 241 (Larivière.)
- 29. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 74 *re* Barbers. (St. Denis.)
- 30. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 103 *re* Theatres. (St. Denis.)
- 31. 2nd and 3rd reading of a by-law concerning sidewalks. (Carter.)

MOTIONS.

- 32. *Robertson.*—To repeal certain resolutions adopted on 6th and 20th March.
- 33. *Robertson.*—To amend by-law No. 130 *re* smoke.
- 34. *Robillard.*—To repeal resolution *re* lookout on Mount-Royal.
- 35. *Dagenais.*—To amend by-law No. 105.

REPORTS.

- 36. *Road.*—To change the name of Craig street.
- 37. *Road.*—To change the name of St. Lawrence street.
- 38. *Parks and Ferries.*—To convert into a park a certain piece of land in St. Ann's ward.

BY-LAWS.

- 39. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* lanes. (Lavallée.)
- 40. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* annexation of St. Henry. (Lavallée.)

MOTIONS.

- 41. *St. Denis.*—To license eating-houses.
- 42. *St. Denis.*—To regulate pool rooms.
- 43. *St. Denis.*—To amend by-law No. 30 *re* bread.
- 44. *Lévy.*—To close certain streets in St. James and Papineau wards.

REPORT.

- 45. *Water.*—To award contracts for coal.

MOTION.

- 46. *St. Denis.*—To appoint a gas and electro-meter inspector.

L. O. DAVID,
City Clerk.

T. C. CHARLEBOIS Peintre-Decorateur
342 & 344 RUE SAINT-DENIS.

T. A. MORRISON & CO.

Milton Pressed Brick
American Enameled Brick
"Roman" Manufactured
Building Stone and
Ornamental Terra Cotta
Morrison Quarry Co's
Machine-Broken
Clean-Screened
"Banc Rouge" Syenite
Concrete & Macadam Stone
Concrete Top Dressing
Roofing Gravel
Building Limestone

Waterous "Champion"
Stone Crushing Plants
Concrete Mixers
Empire Rock Drills
Reliance Hoisting Engines
High Speed Engines
Saw Mill Machinery
Road-Making Machinery
Steam Road Rollers
Fire Appliances
Waterous Fire Engines
New and Second hand
Contractor's Plant

204 ST. JAMES STREET, MONTREAL.
Bell Telephone Main 4532.

DEPARTEMENT D'HYGIENE. — HEALTH DEPARTMENT.

Weekly report, ending Saturday, the 13th May, at noon.

Bulletin de la semaine finissant le samedi, 13 Mai, à midi.
CAS DE MALADIES ET DECES RAPPORTES AU DEPARTEMENT.

CASES OF DISEASES AND DEATHS REPORTED TO THE DEPARTMENT.

	Semaine. — Week.		Depuis le commencement de l'année. — From the beginning of the year.		
	Cas. — Cases.	Décès. — Deaths.	Cas. — Cases.	Décès. — Deaths.	
Fièvre typhoïde	2			17	..... Typhoid Fever
Variole .....				"	..... Smallpox
Varicelle .....				"	..... Chickenpox
Rougeole	37	I		51	..... Measles
Scarlatine	4			8	..... Scarlet-fever
Diphthérie et Croup	7	I		53	..... Diphtheria and Croup
Coqueluche	I	I		20	..... Whooping-Cough
Phthisie, (tuberculose pulmonaire) et toute autre tuberculose		14		237	Phthisis and tuberculous diseases of other organs than the lungs.
Pneumonie		15		280	..... Pneumonia
Entérite, diarrhée, choléra infantile		8		157	Enteritœes, diarrhœea, cholera-infantum
Autres maladies		72		1426	..... Other diseases
Total				2249	..... Total .
Illégitimes				193	..... Illegitimates
				2442	

HOPITAL CIVIQUE.

CIVIC HOSPITAL

	Cas de diphthérie. — Cases of diphtheria.	Cas de scarlatine. — Cases of scarlet-fever.	Autres cas. — Other cases.	Majeurs. — Of full age.	Mineurs. — Under age.	
Patients admis (durant la se- maine)	I	2		I	2	Patients admitted (during the week).
Patients guéris (durant la se- maine)	3	I		I	3	Patients cured (during the week).
Patients décédés (durant la se- maine)	I				I	Patients who died (during the week).
Patients se trouvant actuelle- ment à l'hôpital		II			II	Patients now confined in the hospital.

MESURES PREVENTIVES

PREVENTIVE MEASURES

Maisons désinfectées	25	..... Houses disinfected
Maisons en état d'insalubrité	61	..... Houses in an unhealthy condition
Isolements domiciliaires	5	..... Houses isolated
Vérifications de maladies contagieuses par les médecins de division	32	..... Contagious diseases investigated by our district physicians
Vérifications de vaccinations dans les écoles par les médecins de division	87	..... Vaccinations verified in schools by the district physicians
Vérifications de vaccinations dans les manufactures par les médecins de division .....		..... Vaccinations verified in factories by the district physicians
Vaccinations	100	..... Vaccinations
Revaccinations	2	..... Revaccinations
Significations d'avis légaux	115	..... Notices served
Actions intentées en Cour	14	..... Suits brought
Jugements obtenus	4	..... Judgments obtained
Curage de fosses d'aisances	11	..... Privies cleaned
Actions renvoyées .....		..... Actions dismissed

TUBERCULOSE

TUBERCULOSIS

Visites	93	..... Visits
Désinfections après décès	14	..... Disinfections after death
Autres désinfections	2	..... Other disinfections
Crachoirs sanitaires distribués	460	..... Sanitary cuspidors distributed

INSPECTION DES ALIMENTS

FOOD INSPECTION

	Lait Milk	Pain Bread	Viande Meat	Poisson Fish	Fruits, Légumes et Glace. Fruits, Vege- tables and Ice.	
Nombre d'inspections.....	176	59	1226	98		Number of inspections
Echantillons examinés.....	68					Samples examined
Analyses.....	2					Analysis
Plaintes.....						Complaints
Avis signifiés.....		3				Notices served
Confiscations.....			155 lbs	98 lbs	444 lbs	Confiscations
Condammations de Cour.....	I					Court sentences
Qualité moyenne.....	{ Beurre. 3.59 Densité. 1030.7					Average quality

ABATTOIRS

Animaux abattus.

ABATTOIRS

Animals slaughtered.

Bœufs.....	1238				Cattle
Veaux.....	782				Calves
Moutons.....	486				Sheep
Cochons.....	2927				Hogs
Confiscations.					
Bœufs.....	2				Cattle
Veaux.....	68				Calves
Moutons.....					Sheep
Cochons.....					Hogs
Foies.....	8				Livers
Viande meurtrie.....	75 lbs				Bruised Meat

ENREGISTREMENT DES NAISSANCES

RECORDING OF BIRTHS

	Semaine—Week		(Depuis 1 ^{er} Juillet) (From 1st July)		
	Masculin	Feminin			
Canadiens {	Français.....	37	31	1810	French.....
	Anglais.....	12	13	387	English.....
	Irlandais.....	6	6	274	Irish.....
	Ecossais.....	7	6	118	Scotch.....
Autres nationalités.....	9	7	191		Other nationalities
Total.....					Total
Illégitimes.....	71	63	2780		Illegitimates

ENREGISTREMENT DES DECES

RECORDING OF DEATHS

	Sexe — Sex		Total Semaine Total Week	Total Année Total Year	
	Masculin	Feminin			
De 0 à 6 mois.....					From 0 to 6 months
De 6 à 12 mois.....	11	9	20	466	From 6 to 12 months
De 1 à 2 ans.....	7	3	10	214	From 1 to 2 years
De 2 à 5 ans.....	2	4	6	213	From 2 to 5 years
De 5 à 10 ans.....	3	6	9	143	From 5 to 10 years
De 10 à 15 ans.....	0	3	3	60	From 10 to 15 years
De 15 à 20 ans.....	0	0	0	42	From 15 to 20 years
De 20 à 30 ans.....	0	3	3	53	From 20 to 30 years
De 30 à 40 ans.....	7	5	12	158	From 30 to 40 years
De 40 à 50 ans.....	4	3	7	148	From 40 to 50 years
De 50 à 60 ans.....	3	5	8	145	From 50 to 60 years
De 60 à 70 ans.....	3	3	5	183	From 60 to 70 years
De 70 à 80 ans.....	5	6	11	173	From 70 to 80 years
De 80 à 90 ans.....	6	7	13	88	From 80 to 90 years
De 90 à 100 ans.....	0	5	5	13	From 90 to 100 years
De 100 et au-dessus.....	0	0	0	2	From 100 and over
Illégitimes.....	50	62	112	2249	Illegitimates
				193	
				2442	

OPERATIONS DES INSPECTEURS SANITAIRES. — WORK OF THE SANITARY INSPECTORS.

Visites régulières .....	.....	Regular visits	Canaux neufs	38	.....	New drains
Visites spéciales	1891	Special visits	Permis de plomb. donnés	33	.....	Plumbing permits given
Secondes visites	343	Second visits	Certificats de plomberie		.....	Plumbing certificates
Logements visités	460	Dwellings visited	donnés	11	.....	..... given
Autres bâtisses	29	Other buildings	Jours à d'autres fonctions	33	.....	Days on other work
Étables et écuries	310	Stables	Epreuves des drainages		.....	Drainage tests with
Caves	287	Cellars	avec la fumée et avec		.....	smoke and mint-oil
Cours	1766	Yards	l'huile de menthe....	27	.....	Sewers
Ruelles	75	Lanes	Egoûts	299	.....	Kitchen sinks
Latrines	77	Privies	Eviars	751	.....	Waste-pipes
Amas de fumier	66	Heaps of dung	Tuyaux de renvoi	751	.....	Water-closets
Plaintes des citoyens	210	Complaints from citizens	Water-closets	492	.....	Refuse pipes
Plaintes fondées	194	Complaints founded	Tuyaux de vidange	435	.....	Ventilation
Plaintes non fondées	36	Complaints unfounded	Ventilation	492	.....	Dark rooms
Ordres donnés pour faire		Orders given to abate	Chambres noires	1	.....	Basements
disparaître diverses		divers nuisances	Sous-sols	49	.....	Second notices
nuisances	336	.....	Seconds avis	16	.....	Vacant lots
			Terrains vacants	8	.....

L. LABERGE,

Surintendant médical du Bureau de l'Hygiène.—Health Superintendent.

SERVICE DES INCENDIES.

FIRE DEPARTMENT.

Rapport de la semaine finissant Mercredi, 17 Mai à 12 h. p.m.—Weekly report of fires ending Wednesday, 17th May at 12 p.m.

Date.	Heure. — Hour.	Avertisseur.—Box.	Localité. — Location.	Quartier. — Ward.	Genre d'édifice. — Description of building.	Usage. — For what purpose occupied.	Cause de l'incendie. — Cause of fire.	Occupant.	Domages. — Damages.	Ont répondu à l'appel (stations)	Responded to call (stations)
May 10	3.25 p.m.	385	224 Stanley	St. George's.	Wood	Shed ... Boys	with matches	S. W. Moore	Slight ..	5-10	
" 10	4.20 p.m.	166	382 Charlevoix ..	St. Gabriel ..	Brick	Dwelling	Hot ashes ..	M. Boisvert	" ..	15	
" 10	8.13 p.m.	85	609 Champlain ..	Papineau ..	Wood	Stable	Cigar	Jos. Courval	" ..	11	
" 11	1.24 a.m.	48	.....	St. Joseph's.	.....	.....	.....	False alarm .....	.....	4-5-10	
" 11	2.08 a.m.	48	.....	" .....	.....	.....	.....	" .....	.....	4-5-10	
" 11	11.44 a.m.	19	784 Craig	St. George's.	Stone	Rubber factory	Gasoline	The Can. Rubber Tire Co.	Slight ..	4-20	
" 11	5.39 p.m.	197	52 Richmond sq.	St. Andrews.	Brick	Sheds	Incendiary ..	Jos. Clark	" ..	10-12	
" 12	1.00 p.m.	Still	Laurier Ave.	St. Denis ..	Dump	Dump	Unknown ..	City	None ..	17	
" 12	3.01 p.m.	86	443 Magdalen ..	St. Ann's ..	Wood	Dwelling	" ..	Vacant	Slight ..	15	
" 12	3.40 p.m.	Still	23 Riverside ..	"	"	Hay sheds ..	" ..	Jas. Scott Co.	" ..	21	
" 12	4.55	Still	36 St. Antoine ..	St. Joseph's.	Brick	Machine shop	Pot of grease	The Gorham Co. ..	" ..	4	
" 13	7.46 a.m.	179	119 Rosel.	St. Gabriel ..	Wood	Shed	Unknown ..	C. Veary	" ..	15	
" 13	12.05 p.m.	461	2356 St. Catherine	St. George's.	Stone	Grocer store ..	Hot ashes ..	Gravel Frère	" ..	5	
" 13	1.31 p.m.	168	201 Bourgeois ..	St. Gabriel ..	Brick	Dwelling	Chimney ..	Wm. Cooper	None ..	15	
" 13	5.25 p.m.	Pho	179 DeLorimier .	Papineau ..	"	Glass works ..	Furnace	Diam'd Glass Co. ..	Slight ..	81	
" 13	6.16 p.m.	215	458 Laval	St. Jean-Bte.	Street	Street	Pot of tar ..	E. Latreille	None ..	16	
" 13	6.54 p.m.	523	266 Panet.	St. Mary ..	Brick	Dwelling	Chimney ..	M. Bellemure	" ..	11	
" 13	8.29 p.m.	115	613 Notre Dame.	Hochelaga ..	Stone	Board'g house.	Gas explos'n	Mrs. Messier	" ..	13	
" 14	10.05 a.m.	Still	153 St. James ..	West	"	Deposit vaults.	Ba'k draught	National Trust C.	" ..	20	
" 15	11.03 a.m.	51	856 Sherbrooke .	St. George's.	"	Dwelling	Pot of grease	W. R. Blackwell,	" ..	5-10	
" 15	9.42 p.m.	73	399 St. Dominiq.	St. Louis ..	Brick	"	Gas jet	Wm. Brown	Slight ..	14	
" 15	9.46 p.m.	522	St. Patrick St. .	St. Ann's ..	Vacant lot	Vacant	Unknown ..	Vacant	" ..	9	
" 16	12.19 a.m.	361	.....	St. Denis ..	.....	.....	.....	False alarm .....	.....	16	
" 16	5.14 a.m.	523	401 Plessis	Papineau ..	Brick	Bakery	Oven	Dorion & Morin.	Slight ..	7-16	
" 16	11.37 p.m.	241	1442 Notre Dame	East	"	Furniture factory ..	Unknown	{ Bourassa Fils . } { Dom.Spoon Co. }	Consd {	1-2-3-4-5-6 7-8-11-12 13-14-16-20	

Z. BENOIT,

Chef de la Brigade.—Chief Fire Department.

MUTATIONS DE PROPRIETES.—TRANSFERS OF PROPERTIES.

Quartier. Ward.	No. d'enregistrement. Registration Number.	Date de l'enregist. Date of registration.	Date du Contrat. Date of Deed.	Vendeur. Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre. Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue. Street.	Genre.—a.—Descrip.	Prix. Price.
MONTREAL-OUEST.						MONTREAL-WEST.				
St. George	140680	11 May '05	31 Mar. '05	De G. E. Mathews	H. Morgan & Co.	1223	3300	Aylmer	B.	10,250 00
St. Joseph	140682	12 " "	7 Fév. "	E. C. P. Guy & al	La Cité de Mont'1	P. 443 & 444 P. 456	25683	Guy	L.	18,128 14
St. Denis..	140686	12 " "	2 May "	Thos. Hall	J. Thompson	N. W. P. 241	2190	Congregation	B.	2,400 00
West.....	140689	12 " "	3 " "	H. Prévost esq'al	W. M. Ramsay	16	6350	McGill	B.	Extract.
S. Andr'w	140691	12 " "	6 " "	De J. R. Gordon.	Hon. A. Desjardins & al.....	N. E. P. 1587....	2806	St. Catherine....	B.	12,000 00
St. Joseph	140703	16 " "	12 " "	"The L. & L. & G. Ins. Coy"	Wid A. F. Gault	P. 915	22333	St. James &c....	B.	142,500 00
St. George	140704	16 " "	1 " "	Wid H. Brodie..	De W. E. Doran.	1509	3670	Mountain	B.	6,750 00
MONTREAL-EST.						MONTREAL-EAST.				
St. Louis.	62901	5 Mai '05	28 Avril '05	Thos. Lidstone..	De A. Black....	P. N. O. 843....	2373	St. Mominique..	B.	3,400 00
St. Laur't.	62922	9 " "	22 " "	J. B. Scott	H. Mould.	P. N. O. 42-4....	1740	St. Famille.....	B.	4,400 00
Papineau.	62923	9 " "	8 Mai "	Ve Jos Brunet...	A. H. Lapierré..	1136-155 -P. 154 ... }	4738	Plessis.	L.	600 00 &c
do ..	62927	10 " "	11 Sep. '90	J.B. Delonchamps	L. J. V. Cleroux.	P. 1101-118 & 119	1732	do	L.	50 00 (D)
St. Jacques	62929	10 " "	2 Mai '05	Ve Thos Kelly..	E. McMullen...	389	1449	Amherst	B.	1,700 00
St. Louis..	62930	10 " "	5 " "	J. A. O. Labadie.	L. Larose.	903-283 & 4....	3000	Ave Laval	B.	4,800 00
do ..	62931	10 " "	5 " "	L. Larose.	De V. Plamondon	do	3000	do	B.	4,000 00
St. Marie..	62936	11 " "	4 " "	D. Gagné.	Ovide Roy	P. 1258 & 59....	4000	Chausse	B.	5,000 00
Papineau..	62945	12 " "	5 " "	J. L. Richard & ux	P. Beaudoin....	1007 & 1008....	4040	Plessis	B.	7,700 00
Est	62950	12 " "	10 " "	De H. H. U. Kœlle	H. Fortier	100	5000	St. Paul	B.	25,750 00
S. Laurent	62951	12 " "	27 Avril "	Thos. Jos. Best..	Ve M. E. Searl..	462	1440	St. George	B.	2,700 00
La Fontain	62952	12 " "	2 Mai "	F. Décarie	E. Charbonneau.	1207-18.....	2256	St. André	L.	1,579 20
S. Laurent	62955	13 " "	6 " "	O. Gadbois.....	E. Perusse ...	18-31	2012	Arcade	B.	1,200 00
St. Jacques	62956	13 " "	5 " "	Ve C. Beausoleil.	La Cité de Mont.	P. 528	281	St. Christophe..	L.	76 50
St. Louis..	62963	15 " "	9 " "	Suc. E. Tessier dit Lavigne....	La Compagnie de P. de la Patrie.	315	4105	Ave H. de V. &c	B.	31,000 00
do	62964	15 " "	5 " "	J. Archambault..	M.-Lse Paiement & al	P. 918-7 & 8....	1488	do	B.	3,800 00
HOCHELAGA & JACQUES-CARTIER.										
St. J.-Bte.	113732	8 mai 1905	15 avril '05	De C. A. Sylvestre	M. Lse Lefebvre.	15-346	2375	St. Denis	B	\$5,500 00
St. Denis.	113736	8 " "	27 " "	M. Laniel	P. Laniel	325-147a	1785	Bienville	B	3,100 00
"	113743	8 " "	5 mai "	E. Blanchard	I. Blanchard....	8-340	6500	St. Denis	B	900 00
St. J.-Bte..	113749	8 " "	26 janv. "	J. S. Prince	La Cité de Mont'1	P. 20	406	Cadioux	L	282 00
St. Denis.	113763	9 " "	12 avril "	The St. D. L. Co.	Anna Larose....	S. E. 8-733....	2567	Labelle	L	268 15
Hochelaga	113772	9 " "	25 " "	La Corp. du com- té d'Hochelaga	De F. L. Béïque.	{ 166-49, 64, 65, " 91, 182a, 186 " 238-239.... " 268 à 270.... " 296 à 301.... " 326 à 328.... " 497-498....	36139	Frontenac, etc..	L	147 31
"	113772	9 " "	25 " "	"	"	"	"	"	"	"
Duvernay.	113789	11 " "	10 mai "	J. A. Guimond..	D. O'Bone	7-135	2080	Dufferin	B	2,700 00
St. Denis..	113808	11 " "	11 " "	F. Tremblay....	F. Tremblay & Co	{ 209-11 & P. 12 196-101, 102-104	10825	St. Denis	L	Extract.
"	113813	11 " "	10 " "	L. Bastien	J. O. Oakley ...	P. N. 190-7....	1988	Sanguinet	L	300 00
Hoch	113815	11 " "	27 avril "	De J. Bouthillier.	Bourgie & Co..	166-607.....	1940	Frontenac	L	325 00
"	113816	11 " "	5 mai "	J. O. Gagnon ...	Jos. Lacroix ...	29-1015 & 1016..	4250	Aylwin	B	6,800 00
Hochelaga	113817	11 Mai '05	9 Mai '05	M. Gauvin	Nap. Séguin ...	148-1169.....	2880	Ontario	B	2,200 00
St. Denis..	113819	11 " "	1 Avril "	D. Lalonde	E. Vermette ...	330-43	1680	Chambord	L	450 00
Duvernay.	113837	12 " "	11 Mai "	Jos. Asselin....	De J. Oct. Boucher	1-160	2500	Marie-Anne ...	B	2,000 00
St. Denis..	113844	12 " "	11 " "	The St. D. L. Co.	Chs. Prenoveau..	½ N. 8-626....	2500	Huntley	L	300 00
"	113857	12 " "	6 " "	Wm. G. Ross ...	U Lafontaine..	1-167 & 168....	2280	Marquette	L	110 00
"	113858	12 " "	6 " "	Wm. G. Ross...	E. Alarie	1-163 & r64....	2280	"	L	110 00
St. J.-Bte..	113860	12 " "	11 " "	Thos. Barbeau ..	D. Ford	508	6544	St. Urbain, etc.,	B	10,000 00
St. Denis..	113873	13 " "	11 " "	L. M. Morin ...	G. P. Carducci..	7-113	2725	St. Hubert	B	1,500 00
"	113874	13 " "	11 " "	Chs. Prenoveau..	John Mallette ..	8-626 & ½ N. 627	7500	Huntley	B	3,000 00
St. J.-Bte..	113889	15 " "	3 " "	De H. L. de Mar- tigny	Nap. Brodeur... Ve G. Roussin..	15-324	1400	Rivard	L	550 00
St. Denis..	113890	15 " "	12 " "	H. Chartrand....	"	325-573	1934	Mentana	B	2,300 00

{ B—Bâtisse; Building.
{ L—Lot; terrain vague.

P. TERRAULT,
Régistrare de la Ville.—Registrar.

PERMIS DE CONSTRUCTION. — BUILDING PERMITS.

Décernés durant la semaine finissant le 18 Mai 1905.

Issued during the week ending the 18th of May, 1905.

Date.	No. du permis. Permit Numb.	Endroit.—Location.		Quartier. Ward.	Propriétaire. Owner.	Architectes. Architects.	Genre. Description.	Coût. Cost.	
		No.	Rue.—Street.						No.—Cadast.
Mai 11	582 N	.....	Mentana..	1207-203.....	Lafontain.	P. Daigneault.....	3 logements.	\$4,500 00
" 11	583 R	131	Mansfield	pt. 1401.....	St. George	J. A. Davie	1 logement..	5,000 00	
" 11	584 N	416	Havre.....	166.....	Hochelaga	Jos. Nantel	1 "	600 00	
" 11	585 N	.....	Boyer.....	8 s. d. 160.....	Duvernay.	H. Morrier.....	2 "	2,300 00
" 11	586 R	347	Rachel.....	15 s. d. 219.....	St. J.-Bte..	G. Bertrand	1 magasin...	150 00	
" 11	587 R	742	St. Denis..	903 s. d. 79.....	St. Louis.	P. Daoust.....	2 logements.	425 00	
" 11	588 N	.....	Marquette ..	pt. 339.....	St. Denis.	J. G. Duquette.....	2 "	1,500 00
" 11	589 N	.....	"	"	"	"	2 "	1,500 00
" 11	590 N	arr 754	St. Catherine.	1501.....	Ste. Marie	Congrégation N. D.....	1 hangar....	450 00	
" 11	591 N	.....	Cardinal.....	27 s. d. 330.....	St. Denis..	M. Turcotte.....	2 logements.	1,500 00
" 11	592 N	.....	"	28 s. d. 330.....	"	C. Gagnon	2 "	1,500 00
" 12	593 N	539	Mt.-Royal...	339 s. d. 8.....	"	Proulx et Dausiens.....	3 "	2,000 00	
" 12	594 N	.....	Huntley	8 s. d. 623.....	"	P. Forget.....	2 "	2,000 00
" 12	595 R	N W C	St. Vincent et St. Paul	98.....	Est	A. H. Prester.....	1 magasin...	275 00	
" 12	596 N	61-63	Brebœuf.....	7 s. d. 23.....	Duvernay.	Wilfrid Leonard.....	1 hangar....	100 00	
" 12	597 N	.....	Mt.-Royal...	852.....	St. Denis.	Jos. Chartrand	3 logements.	2,500 00
" 12	598 N	.....	Cuvillier.....	29 s. d. 324.....	Hochelaga	Dame A. Sénécal.....	3 "	2,000 00
" 12	599 R	735	Huntley.....	621.....	St. Denis.	Jos. Roch	1 "	150 00	
" 12	600 N	.....	La Salle	331-163.....	"	Oct. Belleau	1 "	500 00
" 12	601 R	arr 160	St. Maurice..	1810.....	Ste. Anne.	Succ. Hon. C. S. Rodier.....	4 "	200 00	
" 12	602 R	418	Beaudry.....	1025.....	Lafontain.	Wilfrid Martineau.....	6 "	1,600 00	
" 12	603 R	1949	Notre-Dame..	873.....	St. Joseph	Henry Vallantyne.....	2 "	350 00	
" 12	604 N	Comte	et St. André	7.....	St. Denis.	Honoré Bissonnette.....	3 "	1,200 00	
" 12	605 N	Aqueduc	466-14.....	St. Joseph	Nap. Deschesnes.....	J. Sawyer....	3 "	3,000 00
" 13	606 R	455	Seigneurs ..	pt. 338.....	"	P. Vanier.....	3 "	375 00	
" 13	607 R	1334	St. Catherine.	352.....	Papineau.	Thomas Dionne.....	.....	.....
" 13	608 N	154	Lagauchetière.	114.....	St. Mary..	O. Despatie.....	3 logements.	3,000 00	
" 13	609 N	1549	St. Hubert...	138.....	St. Denis..	P. Gerard.....	1 hangar....	125 00	
" 13	610 N	.....	Mentana.....	8 s. d. 276.....	Duvernay.	A. Beaudoin	2 logements.	1,600 00
" 13	611 N	.....	Champlain ..	pt. 651.....	Ste. Marie.	Roch Marien.....	3 "	2,000 00
" 13	612 N	.....	"	pt. 651.....	"	"	3 "	2,000 00
" 15	613 N	.....	Chaussé	1292-64.....	Ste. Marie	Jos. Vésina.....	1 "	400 00
" 15	614 R	193	Cadieux	½ de 328.....	St. Louis..	B. Marcus	1 "	25 00	
" 16	615 N	1242	St. Catherine.	pt. 432.....	St. Mary..	Mrs. G. Harkins	2 dwellings.	4,000 00	
" 16	616 N	Cather	ine et Champl.	pt. 432.....	"	"	2 "	6,000 00	
" 16	617 N	1776	Papineau	1 s. d. 12.....	St. Denis..	Jos. Mercier.....	2 logements.	1,500 00	
" 16	618 N	129	Rushbrooke...	3296.....	St. Gabriel.	Jno. Rowland.....	3 "	5,000 00	
" 16	619 N	17-19	Mitcheson...	11 s. d. 31.....	St. Lawr'ce	Elie Jacques	2 "	3,000 00	
" 16	620 N	Cadie	ux n. Duluth..	94.....	St. J.-Bte..	Bradford Mrs. Charlotte.....	1 shed.....	50 00	
" 16	621 N	.....	St. Denis	p. 281.....	St. Denis..	C. Prenoveau	3 logements.	2,000 00
" 16	622 N	.....	"	p. 281.....	"	"	3 "	2,000 00
" 16	623 N	.....	St. Hubert...	7 s. d. 420.....	"	Dame P. Boisvert.....	1 "	1,100 00
" 16	624 R	1099	St. James	p. 227.....	St. Joseph.	Mrs. Jno. McCowan.....	3 "	175 00	
" 16	625 R	1899	St. Hubert...	7-3654.....	St. Denis..	E. Martin	1 "	900 00	
" 16	626 R	131	Bishop.....	1703.....	St. Andrew	W. Browning.....	1 "	500 00	
" 16	627 N	.....	Mentana.....	8-276.....	Duvernay.	Dame Léa Gareau.....	2 "	1,650 00
" 16	628 N	Dufresne.....	1359 s. d. 45-46.....	Ste. Marie	Succ. Jules Labine.....	A. W. Lapierre	2 "	2,250 00
" 16	629 N	.....	"	"	"	"	3 "	2,250 00
" 16	630 R	222	Berri.....	442 s. d. 8-9.....	St. Jacques	A. S. Hamelin.....	2 "	800 00	
" 16	631 N	245	Sanguinet.....	713.....	St. Louis.	O. Soucy et Fils.....	3 "	3,500 00	
" 16	632 R	564	Dorchester ..	607.....	St. Lawr'ce	Est Patrick Guy.....	1 "	75 00	
" 16	633 R	87	Park Av.....	44 s. d. 24.....	"	F. G. Lyman	1 dwelling..	350 00	
" 17	634 N	.....	"	45-20.....	"	J. W. Cartier	3 logements.	7,500 00
" 17	635 N	Hope Ave	p. 1642.....	St. Andrew	J. F. Riepert.....	J. S. Smith ..	13 dwellings.	30,000 00
" 17	636 N	.....	"	p. 1642.....	"	"	.....	.....
" 17	637 R	161	Bleury	482.....	St. Lawr'ce	J. O. Gravel.....	.....	100 00
" 17	638 R	53	Morency	895.....	St. Ann...	Mrs. M. Kelly	1 store.....	200 00	
" 17	639 R	780	St. Lawrence..	59 of 18.....	St. Lawr'ce	C. & D. Savings Bank.....	A. H. Lapierre	1 bank.....	2,000 00
" 17	640 N	arr 332	Cadieux	581.....	St. Louis..	Mlle C. Rafter	1 hangar....	40 00	
" 17	641 N	.....	Marie-Anne et La Salle	53-54-55-56.....	Duvernay.	J. W. Guérin.....	2 logements.	3,000 00
" 17	642 N	.....	"	"	"	"	2 "	3,000 00
" 17	643 N	.....	St. André	7-508.....	St. Denis..	Jules Forget	1 hangar....	50 00
" 17	644 N	.....	Forsyth.....	29-1054.....	Hochelaga	Jean Pagé.....	1 logement..	2,500 00
" 17	645 N	.....	St. Denis.....	1200-23.....	Lafontaine	Protestant Board of School Comm'rs.	1 école.....	42,000 00
" 17	646 N	.....	St. André.....	530 s. d. 10.....	St. Jacques	Theo. Lessard.....	3 logements.	3,500 00
" 17	647 N	.....	"	530 s. d. 11.....	"	"	3 "	3,500 00
" 17	648 N	.....	"	" 12.....	"	"	3 "	3,500 00
" 17	649 N	.....	"	" 13.....	"	"	3 "	3,500 00
" 17	650 R	.....	Eleonor.....	1363.....	St. Ann...	W. Holden.....	1 stable....	75 00
" 17	651 N	.....	Papineau	1 s. d. 118.....	St. Denis..	Emile Paré.....	1 logement..	200 00
" 17	652 N	.....	"	1 s. d. 119.....	"	Albert Vanier.....	1 "	200 00

a { n.—Nouveaux édifices.—New buildings.
r.—Réparations.—Alterations.

SERVICE DES ALARMES D'INCENDIE.—FIRE ALARM DEPARTMENT.

Rapport de la semaine finissant le Mercredi 17 Mai, à 12 h. m. Weekly report of alarm, ending Wednesday May 17th, at 12 p.m.

Quartier — Ward	Date	Avertisseur — Box	A. M.	P. M.	Retour — Return
St. Joseph's	May 11th	48	1.24		1.28
"	" 11	48	2.08		2.14
"	" 11	19	11.44		11.49
St. Ann's	" 11	197		5.39	5.48
St. Joseph's	" 12	86		3.01	3.08
St. Gabriel	" 12	Telephone		4.55	No. 4—To 36 St. Antoine.
St. George's	" 13	179	7.46		7.56
St. Ann's	" 13	461		12.05	12.14
St. Mary's	" 13	168		1.31	1.40
	" 13	Telephone		5.25	No. 8—To Diamond Glass Works, DeLorimier Ave.
St. Jean-Baptiste	" 13	215		6.16	6.23
Papineau	" 13	523		6.54	7.00
Hochelaga	" 13	115		8.29	8.39
St. George's	" 15	51	11.03		11.10
St. Louis	" 15	73		9.42	10.00
St. Ann's	" 15	522		9.46	9.55
Duvernay	" 16	361	12.19		12.29
Papineau	" 16	523	5.14		5.43
East	" 16	241		11.37	1.50
			2d alarm	11.49	
St. James	" 17	64		8.33	8.36
"	" 17	356		10.17	10.21
St. Denis	" 17	274		11.40	11.47

SERVICE METEOROLOGIQUE. — METEOROLOGICAL DEPARTMENT.

Rapport de la semaine finissant le Mercredi 17 Mai, à 12 h. p. m. Weekly report ending Wednesday, 17th May, Midnight.

	THERMOM.				PAROM.				HYGROM.				VENT— WIND	
	Maximum	Heure—Hour	Minimum	Heure—Hour	Maximum	Heure—Hour	Minimum	Heure—Hour	Maximum	Heure—Hour	Minimum	Heure—Hour	Vélocité Velocity	Maximum	Heure—Hour
Jeu-di—Thursday	70	3 p.m.	52	3 a.m.	30, 126	7 a.m.	29, 900	11 p.m.					14	5 p.m.
Vendredi—Friday	67	3 p.m.	53	3 a.m.	29, 960	7 a.m.	29, 908	3 a.m.					19	5 a.m.
Samedi—Saturday	68	3 p.m.	50	3 & 7 a.m.	30, 012	11 a.m.	29, 931	3 a.m.					22	6 p.m.
Dimanche—Sunday	69	11 a.m.	60	3 a.m. 11 p.m.	29, 942	3 a.m.	29, 777	11 p.m.					26	1 a.m.
Lundi—Monday	64	11 a.m. 3 p.m.	53	11 p.m.	29, 799	11 p.m.	29, 733	3 p.m.					14	8 a.m.
Mardi—Tuesday	61	3 p.m.	50	3 a.m.	29, 841	7 a.m.	29, 806	3 a.m.					20	9 p.m.
Mercredi—Wed'y	67	3 p.m.	50	7 a.m.	29, 774	3 a.m.	26, 687	11 p.m.					11	1 a.m.

JAMES FERNS,
*Surintendant.
Superintendent.*

Imprimeur de la
GAZETTE MUNICIPALE
et Impressions Générales

A. P. PIGEON

Printer of the
MUNICIPAL GAZETTE
and General Job Printer

1595-97 ONTARIO STREET

Bank of Montreal

(ESTABLISHED 1817)

INCORPORATED BY ACT OF PARLIAMENT.

CAPITAL (all paid up)\$14,000,000.00
REST 10,000,000.00
UNDIVIDED 583,196.01

HEAD OFFICE—MONTREAL

BOARD OF DIRECTORS :

RT. HON. LORD STRATHCONA AND MOUNT ROYAL, G.C.M.G.
President.

HON. SIR GEORGE A. DRUMMOND, K.C.M.G., *Vice-President.*
 A. T. PATERSON, ESQ. E. B. GREENSHIELDS, ESQ.
 SIR WILLIAM C. MACDONALD. R. B. ANGUS, ESQ.
 JAMES ROSS, ESQ. R. G. REID, ESQ.

HON. ROBT. MACKAY.

E. S. CLOUSTON, *General Manager.*

A. MACNIDER, *Chief Inspector and Superintendent of Branches*
 H. V. MEREDITH, *Assistant General Manager, and Manager at Montreal.*

W. S. CLOUSTON, *Inspector of Branch Returns.*
 F. W. TAYLOR, *Assistant Inspector, Montreal.*
 F. J. HUNTER, *Assistant Inspector, Winnipeg.*
 JAMES AIRD, *Secretary.*

BRANCHES :

66 IN CANADA :

MONTREAL, C. W. DEAN, *Assistant Manager.*

IN NEWFOUNDLAND :

ST. JOHN'S BANK OF MONTREAL.
 BIRCHY COVE, BAY OF ISLANDS, BANK OF MONTREAL.

IN GREAT BRITAIN :

LONDON, BANK OF MONTREAL, 22 Abchurch Lane, E.C.,
 ALEXANDER LANG, *Manager.*

IN THE UNITED STATES :

NEW YORK, R. Y. HEBDEN and J. M. GREATA, *Agents,* 59
 Wall Street.

CHICAGO, BANK OF MONTREAL, J. W. DE C. O'GRADY,
Manager.

SPOKANE, WASH., BANK OF MONTREAL.

BANQUE D'HOCHELAGA

CAPITAL SOUSCRIT..... \$2,000,000
CAPITAL PAYE 2,000,000
FONDS DE RESERVE 1,200,000

DIRECTEURS :

M. F.-X. ST-CHARLES, Ecr., *Président.*
 R. BICKERDIKE, M.P. *Vice-Président.*
 Hon. J.-D. ROLLAND,
 J.-A. VAILLANCOURT, Ecr.
 ALPH. TURCOTTE, Ecr.
 M. J. A. PRENDERGAST, *Gérant-Général,*
 C.-A. GIROUX, *Gérant.*
 F.-G. LÉDUC, *Assistant-Gérant.*
 O.-E. DORAIS, *Inspecteur.*

BUREAU PRINCIPAL, MONTREAL.

SUCCURSALES :

Québec, P. Q. Vankleek Hill, Ont.
 St-Roch, Qué. St-Boniface, Man.
 Trois-Rivières, P.Q., Winnipeg, Man.
 Joliette, P.Q., St-Henri, près Montréal.
 Sorel, P.Q., Pte St-Charles, Montréal.
 Valleyfield, P.Q., 1393 Ste-Catherine, "
 Louiseville, P.Q., 1756 Ste-Catherine, "
 Sherbrooke, P.Q., 2217 Notre-Dame.
 St-Jérôme, P.Q. Hochelaga.
 Ste-Martine, P.Q.

THIS SPACE IS
 SOLD TO THE CANADIAN
 RUBBER COMPANY.

Charbon à Vapeur Dominion Coal Co. Charbon dur Scranton

SONT LES MEILLEURS.

J.O. LABRECQUE & Cie
 141 WOLFE.

L. R. MONTBRIAND, A. A. P. Q.

ARCHITECTE

Mesureur et Evaluateur

No. 230 Rue St-Andre — Montreal.
 Tel. Bell Est 1703. — Tel. des Marchands 297.



The Test of Time, Certainty of Action, and Good Construction,

are the most important features in portable fire extinguishers. The difficulties and uncertainties resulting from complicated mechanism and consequent corrosion have been entirely eliminated in the construction of the

Underwriters' Fire Extinguisher.

There are no stop cocks, valves, levers or springs to corrode. There is no mechanism to adjust or get out of order. No mechanical force is required to put them in operation. They are certain to act, even after long standing.

Officially endorsed by 39 Boards of Underwriters and Inspection Bureaus in Canada and United States. Write for printed matter.

The Canadian Fire Hose Co.,

14 St. Sacrament Street.

MONTREAL, Que.



Expropriations de 1905

AVIS

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que les rôles de contribution foncière spéciale pour l'élargissement des rues suivantes :

Mont-Royal, vis-à-vis le No cadastral 14 subd. 25a, quartier Saint-Jean-Baptiste.

Mont-Royal, vis-à-vis le No cadastral 339 subd. 7, quartier Saint-Denis.

Mont-Royal, vis-à-vis le No cadastral 330, subd 8, quartier Saint-Denis.

Mont-Royal, vis-à-vis le No cadastral 328, subd. 602, quartier Saint-Denis.

sont complétés et sont maintenant déposés au bureau du sousigné, à l'Hôtel de Ville.

Toutes les personnes y mentionnées comme sujettes au paiement de quelque taxe ou contribution foncière, sont par le présent, sommées d'en payer le montant au soussigné, à son bureau, dans les trente jours de cette date, sans autre avis.

W. ROBB
Trésorier de la Ville.

BUREAU DU TRÉSORIER DE LA VILLE,
HÔTEL DE VILLE,
Montréal, 19 mai, 1905.



Expropriations of 1905

NOTICE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the rolls of special assessment for the widening of the following streets:

Mount-Royal avenue, opposite cadastral No. 14 sub'd No. 25a. St. Jean-Baptiste ward.

Mount-Royal avenue, opposite cadastral No. 339 sub'd No. 7, St. Denis ward.

Mount-Royal avenue, opposite cadastral No. 330 sub'd No. 8, St. Denis ward.

Mount-Royal avenue, opposite cadastral No. 328, sub'd No. 602, St. Denis ward.

are completed and are now deposited in the office of the undersigned at the City Hall.

All persons whose names appear therein as liable for the payment of any tax or assessment are required to pay the amount thereof to the undersigned at his said office, within thirty days from this date, without further notice.

W. ROBB
City Treasurer.

CITY TREASURER'S OFFICE,
CITY HALL,
Montreal, 19th May, 1905.



SERVICE DES INCENDIES

Aux Entrepreneurs.

DES SOUMISSIONS cachetées, adressées au soussigné et portant à l'endos la suscription "Soumission pour poste No 18," seront reçues jusqu'à jeudi midi, le 1er juin prochain, pour la construction d'un poste de pompiers à l'angle des rues Boyer et Beaubien, quartier Saint-Denis.

Le tout suivant les plans et cahier des charges que l'on pourra examiner au bureau de M. Joseph Sawyer, architecte, 376a rue Saint-Antoine, où toutes autres informations pourront aussi être obtenues.

Les soumissions devront être faites sur des formules fournies sur demande, par l'architecte.

Chaque soumissionnaire devra inclure dans l'enveloppe cachetée contenant sa soumission un chèque accepté, payable à l'ordre de la Cité de Montréal, au montant de 10 pour cent, pour un contrat excédant \$1,000, et 15 pour cent, pour un contrat au-dessous de ce chiffre.

La Commission ne s'engage à accepter la plus basse ni aucune autre des soumissions reçues.

L.-O. DAVID,
Greffier de la Ville.

BUREAU DU GREFFIER DE LA VILLE,
HÔTEL DE VILLE,
Montréal, le 20 mai, 1905.



FIRE DEPARTMENT

To Contractors.

SEALED TENDERS addressed to the undersigned, and endorsed "Tender for No. 18 fire station," will be received up to noon on Thursday, the 1st of June next, for the erection of a new fire station, at corner Boyer and Beaubien streets, St. Denis ward.

The whole according to the plans and specifications to be seen at the office of Mr. Joseph Sawyer, architect, 376a St. Antoine street, where all other information may also be obtained.

The tenders must be made on forms which will be furnished by the architect on application.

Every tenderer must enclose in the sealed envelope containing his tender an accepted cheque, payable to the order of the City of Montreal, equal 10 per cent for a contract exceeding \$1,000, and 15 per cent for one not exceeding \$1,000.

The Committee does not bind itself to accept the lowest or any tender submitted.

L. O. DAVID,
City Clerk.

CITY CLERK'S OFFICE,
CITY HALL,
Montreal, May 20th, 1905.

Expirations of 1905

NOTICE



NOTICE: The following is a list of the names of the persons who have been elected to the office of Mayor and Councilors for the year 1905. The names are: Mayor: [Name]; Councilors: [List of names].

W. J. [Name]
City Engineer

Expirations de 1905

AVIS



AVIS: Les noms suivants sont ceux des personnes élues à l'office de Mayor et de Conseillers pour l'année 1905. Les noms sont: Mayor: [Name]; Conseillers: [List of names].

W. J. [Name]
Ingénieur en chef

FIRE DEPARTMENT



NOTICE: The following is a list of the names of the persons who have been elected to the office of Mayor and Councilors for the year 1905. The names are: Mayor: [Name]; Councilors: [List of names].

SERVICE DES INCENDIES



AVIS: Les noms suivants sont ceux des personnes élues à l'office de Mayor et de Conseillers pour l'année 1905. Les noms sont: Mayor: [Name]; Conseillers: [List of names].